

LE JAPON, UNE PUISSANCE EN VOIE DE NORMALISATION ?

PATRICE JORLAND *

On a voulu voir dans le triomphe électoral remporté par le Premier ministre Koizumi Junichiro et le Parti libéral-démocrate en septembre 2005 un tournant décisif dans l'histoire contemporaine du Japon et la fin de l'exception nipponne. Un cycle de longue durée, ouvert au milieu du ^{xx} siècle, et la phase de ce cycle inaugurée au lendemain de la capitulation de 1945 s'achèvent en effet. L'archipel entend devenir un pays « normal » sur le plan international comme dans sa vie politique intérieure : moyens militaires de la puissance, nouvelle posture sécuritaire, bipartisme moderne, c'est-à-dire avec alternance possible mais sans alternative, politique spectacle et fondamentalisme identitaire. Il ne peut y avoir retour à l'idéologie et aux actes de l'entre-deux-guerres, d'autant que la mutation en cours est globalement souhaitée par les États-Unis, mais celle-ci a nui aux relations établies avec les voisins asiatiques, la Chine et la Corée du Sud en premier lieu. Elle ne répond pas aux intérêts bien compris de l'archipel et ne lui permet pas de jouer le rôle positif qui pourrait être le sien. Or, cette évolution s'inscrit dans des mutations profondes de la société japonaise et l'aggravation des inégalités, à rebours de l'objectif du « système japonais » qui était d'assurer le « bien-être général dans un seul pays ».

Lors des primaires démocrates qui devaient déboucher sur la victoire de William Jefferson Clinton, l'ancien sénateur Paul Tsongas remporta en février 1992 un succès initial dans le New Hampshire, avec 35 % des voix. Centrant sa campagne sur la récession économique, les questions sociales, le déficit budgétaire et le déséquilibre de la balance des paiements des États-Unis, il avait eu ce bon mot, qui fit mouche : « La guerre froide est terminée, le vainqueur est le Japon. » Pourtant, la décennie qui venait de s'ouvrir devait être marquée par une crise systémique dont l'archipel ne serait en train de sortir

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

qu'aujourd'hui, si bien qu'on est passé, aux États-Unis, du « *Japan bashing* », les violentes campagnes contre la « concurrence déloyale » des firmes nippones, au « *Japan passing* », l'oubli condescendant d'un « système » à bout de souffle, d'autant que d'autres astres confirment leur ascension au firmament des records, la Chine surtout, mais l'Inde également, bref ce que l'on commence à appeler la Chindia. Paradoxe, c'est dans le même temps que nombre de produits « made in Japan », électroniques et optiques en particulier, sont devenus des biens de diffusion mondiale, et qu'un nouveau « japonisme » influençait la culture populaire d'un nombre croissant de pays, par le cinéma d'animation, les *manga* et les jeux vidéo en tout premier lieu, quand ce n'était pas par la cuisine et les façons de table. Toutefois, le péril ayant été perçu comme essentiellement économique, on n'a voulu retenir que le long marasme à fortes tendances déflationnistes. Aux péans naguère adressés aux cercles de qualité, au système de production toyotiste, à Tsukuba et autres technopoles, à la gestion à la japonaise, au consensus si profondément enraciné dans les mentalités et les relations sociales, ont succédé la commisération, les conseils éclairés, les injonctions et, autant que cela était possible, les investissements directs ou indirects, les prises de participation et de contrôle. Cette action éducative n'aura pas été vaine puisque la reprise est là et que le système tend de plus en plus nettement à s'aligner sur le seul modèle pertinent, le modèle anglo-saxon du capitalisme et de la mondialisation libérale.

De l'exception japonaise

On affirme souvent que le Japon offre l'exemple, peut-être unique, d'un mariage fécond entre une modernité importée et les « traditions » nationales, ce qui n'a en réalité aucun sens puisque le vocable de modernité n'est ici que le synonyme pudique d'occidentalisation et que l'on serait bien en mal de déterminer de façon convaincante ce que sont les « traditions » nationales du Japon. Le concept de trajectoire paraît plus pertinent parce qu'il incite à rechercher les données structurelles et l'exception japonaise tient à sa trajectoire particulière.

Un choc de civilisations

L'histoire contemporaine de l'archipel a été surdéterminée par l'international à partir de l'arrivée en 1853-1854 des « bateaux noirs » du vice-amiral Matthew Perry. L'ouverture des ports au commerce international était un objectif suffisant à court terme pour les « Barbares du Sud » qui, on l'oublie souvent, contraignirent

le Japon à signer, lui aussi, des traités inégaux par lesquels il limitait à 5 % ses droits de douane et accordait l'exterritorialité aux étrangers se trouvant sur son espace national. Mais le « choc de civilisations » était extrême pour un pays « fermé à la chaîne » pendant plus de deux siècles (*sakoku*) et qui, depuis la première « guerre de l'opium » (1840-1842) dont la Chine fut la victime, constatait que la menace gagnait l'ensemble de l'Asie du Nord-Est.

Si l'on reprend la périodisation d'Eric Hobsbawm, l'« ouverture forcée » de l'archipel se produisit pendant l'« âge du capital » au cours duquel s'amorce déjà, en Asie orientale, l'« âge des empires » qui débutera, selon cet auteur, avec la grande dépression de la fin du XIX^e siècle. Les acteurs de la « refondation » de Meiji comprirent vite que la préservation de l'indépendance impliquerait nécessairement l'insertion dynamique du Japon à l'ordre international que l'Occident imposait par étapes à l'ensemble de la planète.

– Cela avait des conséquences directes sur le plan intérieur. Au mot d'ordre initial *sonnō jōi* – « vénérer l'empereur, bouter les Barbares » – se substituera celui de *fukoku kyōhei* – « pays riche, armée puissante » –, d'origine chinoise. La modernisation et le développement économique permettraient de constituer des moyens militaires adéquats. En retour, la puissance militaire donnerait au pays l'autonomie de décision sans laquelle il serait vain de chercher à construire un système productif. La conscription fut décidée en 1873 et l'industrie des armements devint très tôt l'une des branches privilégiées de l'économie. Des ministères de l'Armée et de la Marine furent créés dès 1872 et le commandement organisé sur le modèle allemand. A l'initiative du hiérarque Yamagata Aritomo (1838-1922), la conscription sera de courte durée, afin de former l'ensemble de la population masculine au moindre coût et de constituer d'imposantes réserves, mobilisables en cas de besoin. Par ailleurs, les forces armées seront placées sous l'autorité directe de leur commandant en chef, l'empereur. Qui plus est, dans les années trente, une disposition permit à la « clique militaire » (*gunbatsu*) de faire et de défaire les gouvernements. Enfin, la suppression des ordres et des privilèges s'accompagna d'une samouraïsation du pays : jusqu'à la Grande Guerre au moins, les hauts fonctionnaires, les politiques et nombre d'entrepreneurs étaient issus de l'ordre des samouraïs, cependant que le *bushidō* ou « voie du guerrier » imprégna l'idéologie d'État. En d'autres termes, le militarisme fut consubstantiel au régime de Meiji, ce qui se traduisait également par une propension à rechercher des solutions militaires aux contradictions intérieures et extérieures auxquelles l'archipel se trouvait confronté.

– Comme les pressions de l’Occident s’exerçaient sur l’ensemble des pays de l’Asie orientale, l’ordre régional existant fut brisé qui reposait sur le système généralisé du tribut centré sur la Chine et sur l’extension géographique du modèle tributaire chinois. Bien que cet ordre eût contribué à maintenir la paix en Asie du Nord-Est pendant deux longs siècles, le Japon fut d’autant plus prompt à saisir les prémices du nouvel ordre régional que l’exemplarité de la Chine s’était affaiblie pendant le *sakoku*. Sous Meiji, le nouveau paradigme fut théorisé et cristallisé en une formule, *datsua nyūō*¹, « quitter l’Asie, rejoindre l’Occident » : elle impliquait, sur le plan extérieur, le rejet du système généralisé du tribut et, partant, la construction d’un État-nation qui, en faisant évoluer les corrélations de forces grâce à la réalisation du mot d’ordre « pays riche, armée puissante », s’inviterait au « concert des puissances ». Ayant engagé sa refondation durant l’âge du capital, le Japon fut le seul pays non occidental à jouer un rôle autonome pendant l’âge des empires. La première phase fut celle de la délimitation du territoire par son extension archipélagique – Hokkaido, l’archipel des Ryukyu – suivie de deux phases d’expansion continentale, contre la Chine et contre la Russie.

– Si cet État semi-périphérique parvint à se tailler un empire sous le soleil, c’est aussi qu’il avait su jouer de ce que l’on n’ose plus appeler les contradictions inter-impérialistes. Dans leur ensemble, les Occidentaux voyaient dans la refondation de Meiji un exemple qu’ils pouvaient opposer aux résistances de la Chine, le Royaume-Uni allant jusqu’à élever le peuple japonais au statut de « race guerrière », à l’égard de laquelle une forme d’estime pouvait être accordée, et les États-Unis jusqu’à reconnaître en lui les « Yankees de l’Orient ». De façon plus concrète, Tokyo se rapprocha de Londres dans le « grand jeu » qui l’opposait à la Russie. Une alliance militaire fut contractée en 1902, qui offrait le contexte favorable au déclenchement de la guerre russo-japonaise. Le rapport de forces établi dans cette partie du monde sera entériné par les autres puissances : accord Katsura-Taft du 29 juillet 1905 reconnaissant la souveraineté américaine sur les Philippines et le protectorat nippon sur la Corée, clauses secrètes de l’accord

¹ L’auteur de cette formule est Fukuzawa Yukichi (1835-1901), l’esprit, sinon le plus original, du moins le plus influent de l’époque Meiji, bien qu’il n’ait jamais exercé de fonctions politiques. Auteur proluxe, il fonda l’université privée de Kéio et est considéré comme le père du courant libéral japonais.

franco-japonais conclu en 1907 et de l'accord russo-japonais signé la même année. Celui-ci allait plus loin encore puisqu'il délimitait des zones d'influence en Mandchourie, qui furent étendues en 1912 à la Mongolie intérieure. La Première Guerre mondiale ouvrit au Japon des opportunités inespérées. L'archipel se rangea du côté de la Triple Entente et crut avoir les mains libres en Chine : la jeune république ne parvenant pas à trouver son assise, le Japon lui imposa, en mai 1915, ses « 21 demandes » qui plaçaient les finances, l'économie et l'administration chinoises sous sa tutelle. S'ouvre alors une période aux enchaînements complexes, qui ne se dénouera que par l'écrasement de l'archipel et sa capitulation, le 15 août 1945.

– L'émergence de la puissance militaire et économique du Japon a nourri une ambiguïté que les autorités nippones ne cesseront d'entretenir. La modernisation de Meiji et la victoire de 1905 sur les troupes du tsar furent souvent perçues, dans ce qui n'était pas encore nommé le tiers-monde, comme une « revanche sur l'homme blanc » et il y eut, en Asie surtout mais également dans le monde arabo-musulman, des écoles nationalistes qui voulurent regarder vers l'est et s'inspirer du modèle japonais². Pendant un instant, le Japon fut de fait un lieu de refuge et une source de soutien à des mouvements nationalistes modernisateurs. Au Japon même, un courant pan-asiatique émergea qui sera réactivé et instrumentalisé pendant la « guerre de quinze ans ». Il entraînait toutefois en contradiction avec le paradigme « quitter l'Asie, rejoindre l'Occident » et avec le *kokutai*, qui ne pouvait honnêtement placer les autres peuples asiatiques sur un pied d'égalité avec la race de Yamato, nom antique de l'archipel. L'aporie aurait dû être évidente dès 1905 : la guerre russo-japonaise n'avait pas pour but de « libérer les peuples d'Asie du joug de l'homme blanc », mais bien de prendre le contrôle de la Corée et du sud de la Mandchourie, donc de subjuguier d'autres peuples asiatiques et de tailler une zone d'influence japonaise en Asie du Nord-Est, avec autant que faire se pouvait l'assentiment des puissances blanches (alliance

² Le nationaliste vietnamien Phan Boi Chau se réfugia à Tokyo en 1905, d'où il lança le mouvement *Dong Du*, « aller à l'est », si bien qu'en 1908 environ 200 de ses jeunes compatriotes étudiaient au Japon. A la suite de l'accord conclu en 1907 avec la France, les autorités nippones expulsèrent Phan Boi Chau, qui se replia en Chine méridionale où il poursuivit ses activités nationalistes. Le prince Cuong De, qui partageait initialement ses idées, revint à Tokyo en 1915, où il mourra en 1951, après avoir collaboré pendant la « guerre du Pacifique ».

britannique, accords ultérieurs avec les États-Unis, la France et la Russie du tsar).

– Une des plus graves erreurs d’appréciation commises à propos de l’histoire du siècle écoulé, et elle obère aujourd’hui encore trop d’analyses, en France notamment, consiste à continuer d’appeler « guerre du Pacifique » les affrontements militaires qui se déroulèrent en Extrême-Orient pendant le deuxième conflit mondial. Celle-ci ne constitue que la troisième phase, ouverte en décembre 1941, d’une « guerre de quinze ans » (*jūgonen sensō* 1931-1945) dont les deux précédentes phases (1931-1937, 1937-1941) ont opposé le Japon à la Chine, indirectement puis directement, et, en 1938-1939, à l’Union soviétique et à la République populaire de Mongolie. S’il est par ailleurs indéniable que les combats décisifs de la « guerre du Pacifique » se déroulèrent entre le Japon et les États-Unis, pour tourner à l’avantage de ces derniers, il n’en reste pas moins vrai que le gros des forces nippones fut continûment massé sur le continent, que la plus importante opération terrestre (*ichigō sakusen*) de l’armée impériale fut conduite sur le sol chinois entre avril 1944 et février 1945, mobilisant 500 000 hommes sur un axe de 1 500 km, que la défaite terrestre la plus cinglante essuyée par le Japon le fut devant les troupes soviéto-mongoles, à Nomonhan en mai-septembre 1939, que l’entrée en guerre de l’armée soviétique fut déterminante dans la capitulation nipponne du 15 août 1945 et que l’on ne saurait non plus négliger le front de l’Asie du Sud-Est placé sous commandement britannique ni les résistances conduites par les peuples d’Asie³. S’il est indéniable aussi que les combats terrestres et aéronavals pour les îles du Pacifique furent acharnés et que la « guerre du Pacifique » fut « sans merci », les belligérants se livrant à de multiples crimes de guerre pour parvenir à leurs fins (« marche à

³ La bataille de Nomonhan, qui faisait suite à un premier affrontement en juillet 1938, à proximité du lac Khasan, a été importante à plus d’un titre. L’élite militaire nipponne, l’armée du Kwantung, fut taillée en pièces, ce qui rendait désormais problématique la « doctrine de l’expansion au nord » (*hokushiron*), autrement dit en Sibérie, et fit adopter la « doctrine de l’expansion au sud » (*nanshiron*), c’est-à-dire vers l’Asie du Sud-Est et le Pacifique, ou plus exactement le principe stratégique « monter la garde au nord et avancer au sud » (*hokushu nanshin*). On ne saurait par ailleurs ignorer l’impact de l’affrontement en cours avec le Japon dans la décision soviétique de conclure un pacte de non-agression avec l’Allemagne nazie, le 23 août 1939.

la mort » de Bataan, incarcération de civils dans des camps de concentration, travaux forcés des prisonniers américains, d'un côté, bombardements incendiaires sur la quasi totalité des villes japonaises et, pour conclure, usage de l'arme atomique à Hiroshima et Nagasaki, de l'autre), les pertes les plus lourdes furent infligées aux peuples chinois (10 à 20 millions de morts) et d'Asie du Sud-Est (3 millions en Indonésie, un million aux Philippines, famine dramatique au Vietnam, etc.) et c'est à l'encontre des peuples asiatiques que le Japon commit les crimes les plus horribles dont le sac de Nankin ne fut que l'un des épisodes ⁴. Que certains au Japon, plus nombreux aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, reprennent l'antienne d'une guerre pour la libération des peuples soumis et pour la construction altruiste d'une « zone de prospérité de la grande Asie orientale » indique que le passé n'est toujours pas passé.

Le fascisme impérial

La « guerre de quinze ans » correspond à peu près à la période de « fascisation par en haut » du régime de Meiji, processus trop souvent réduit aux initiatives inconsidérées des militaires et analysé à tort comme la victoire du « militarisme ». Y participa en

⁴ Cela ne signifie pas que les victoires des troupes impériales n'éveillèrent pas des espoirs, vite déçus, parmi les peuples d'Asie du Sud-Est ni que d'authentiques nationalistes ne furent pas enclins à s'entendre avec le Japon afin d'obtenir l'indépendance promise par lui. Ce fut le cas aux Philippines (avec Emilio Aguinaldo et José Laurel), en Indonésie (avec Sukarno et Hatta), en Birmanie (avec les « trente camarades » regroupés autour d'Aung San), cependant que le nationaliste Chandra Bose formait une « armée indienne » qui combattit les Britanniques en Birmanie et que la dictature militaire thaïlandaise s'alliait au Japon, qui lui permit de s'étendre aux dépens du Laos, du Cambodge, de la Birmanie et de la Malaisie. Les réseaux établis pendant la guerre seront réactivés par la suite, en Thaïlande comme il se doit (maréchal Phibul Songhkram), en Indonésie (le général Suharto), en Birmanie (le général Ne Win) et en Corée du Sud bien entendu, avec Takagi Masao, le lieutenant exemplaire de Sa Majesté impériale, mieux connu par la suite sous le nom de Park Chung Hee. Il n'en demeure pas moins que partout, une résistance anti-japonaise prit corps, animée par les communistes (Corée, Philippines, Vietnam, Malaisie) et par des nationalistes (Birmanie) dont les yeux avaient été décillés par le comportement et les visées réelles du conquérant.

fait le bloc historique constitué pendant la refondation de Meiji, l'aristocratie de cour, les propriétaires fonciers (*jinushi*) et les « cliques financières » (*zaibatsu*), avec cette donnée particulière au Japon que l'orientation de cette alliance de classes dépendait de deux autres composantes dont l'autonomie d'organisation était totale et la marge d'initiative considérable, à savoir la « clique militaire » (*gunbatsu*) et la « bureaucratie civile » (*kanryō*) des hauts fonctionnaires. Bloc hégémonique donc, traversé de contradictions, par exemple entre les segments du capital, d'intérêts concurrents, comme entre les quatre grands *zaibatsu* Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo et Yasuda, ou classiquement entre l'armée et la marine, de luttes claniques dont certaines remontaient à l'époque d'Edo ou aux années 1853-1877, à quoi s'étaient ajoutés les effets mêmes de la mondialisation. Maîtrisées jusqu'à la Grande Guerre, ces contradictions jouèrent et s'aiguësèrent ensuite sous l'impact des difficultés économiques qui suivirent le conflit, puis de la grande crise dont les effets sociaux furent dramatiques au Japon aussi.

L'issue fut recherchée dans une fuite en avant, rendue plus confuse par l'existence de partis (ou plutôt cliques) politiques, de groupes et groupuscules ultranationalistes, de syndicats et d'organisations sociales, de sociétés secrètes, d'aventuriers de tout poil, d'organes de presse puissants et sans scrupules, d'une intelligentsia nombreuse et d'idéologues organiques, fuite en avant rythmée par des tentatives de putsch à l'intérieur et de coups de force à l'extérieur constituant autant de pressions obliques et de faits accomplis, plus ou moins articulés les uns aux autres. C'est aussi que chacune des composantes maîtresses du bloc historique était divisée – les *jinushi* à travers les particularismes locaux et les partis politiques rivaux dont ils faisaient les élections, les « *zaibatsu* » confrontés aux « nouveaux *zaibatsu* » (Nissan en premier lieu), soutenus par une « bureaucratie civile » au sein de laquelle s'affirmait le courant des « nouveaux bureaucrates » (*shinkanryō*), ainsi que par une « clique militaire », elle-même partagée en factions violemment antagonistes – et n'était véritablement en mesure de jouer un rôle dirigeant. Hirohito et ses proches s'y attelèrent qui voulaient, par leur activisme et l'affirmation du *kokutai*, de l'« essence nationale », restaurer l'autorité impériale si déséquilibrée durant le règne pour le moins hésitant de l'empereur Taisho. Toutefois, donnée également caractéristique, on ne saurait parler d'un plan mûrement conçu et mis en œuvre, mais plutôt d'une succession de séquences enchaînées les unes aux autres dans une escalade continue. En dépit de cela, le « fascisme

impérial » parvint à intégrer l'ensemble du pays à l'objectif pourtant incertain de subjugation de l'Asie orientale et de contrôle total de la population. Aucune tendance et aucun groupe – libéraux, socialistes, féministes, chrétiens comme sectateurs du zen, discriminés –, à l'exception des communistes ayant refusé la « conversion » (*tankō*) qui leur aurait donné la liberté et de quelques croyants, ne résistèrent autrement que par le silence et la plongée dans les études érudites.

La canalisation de la révolution démocratique

La défaite et l'occupation américaine permirent une deuxième « refondation » du Japon qui, sur plusieurs plans, annulait celle de Meiji. Au politique, la constitution de 1946, fondée sur la souveraineté populaire, abandonnait le *kokutai*, réduisait l'empereur en « symbole de la nation », établissait les droits individuels et collectifs, renonçait à la guerre et aux instruments militaires (article 9), disposait un authentique régime parlementaire et la liberté d'action des partis, séparait les Églises de l'État et abolissait par là même le shintoïsme d'État. Sur le plan économique et social, la réforme agraire détruisit les *jinushi* en tant que classe et donna la terre aux petits paysans et tenanciers (*kosaku*), cependant que les *zaibatsu* étaient dissous et les syndicats légalisés. La réforme du code civil introduisait une réelle égalité juridique entre les genres, tandis que la loi fondamentale sur l'éducation libérait les enseignants de l'idéologie impériale et leur assignait la mission de former des citoyens.

On affirme souvent, et les néo-conservateurs américains ne s'en privent pas, que le Japon, plus encore que l'Allemagne et l'Italie, fournit un exemple particulièrement probant de « regime change », ce que le vocable de « nouvelle refondation » pourrait aussi laisser entendre. Indéniablement, il y eut une fois encore surdétermination du national par l'international et nul ne peut assurer que la « révolution démocratique bourgeoise » aurait pu s'accomplir aussi aisément sans l'intervention étrangère et l'action du SCAP, le commandement suprême des puissances alliées, et de son chef, le *shogun* Douglas MacArthur. Trois éléments doivent toutefois être pris en compte ici. Ni la « tradition » ni les périodes antérieures de l'histoire contemporaine de l'archipel n'ont ignoré les tensions, les rébellions, l'énonciation de projets alternatifs. Autrement dit, ce qui avait été écarté, condamné, pourchassé pendant l'ère Meiji, et apparemment éradiqué sous le « fascisme impérial », a pu s'exprimer pendant la décennie de l'immédiate après-guerre et les libertés obtenues virent une floraison exaltante

de la pensée critique⁵. Des forces autonomes de l'occupant américain ont pu, par leurs propositions et leur action autochtones, jouer un rôle primordial dans l'accomplissement de la « révolution démocratique ». C'est ce qui inquiétait les composantes du bloc historique qui avaient survécu (la « bureaucratie civile ») aux réformes du SCAP ou qui parvinrent promptement à se reconstituer (les « milieux d'affaires » ou *zaikai*). Il leur était impossible de s'opposer au nouveau cours des choses qui, d'ailleurs, créait les conditions du dépassement de certains blocages systémiques, mais il fallait que cette refondation restât sous contrôle.

Deuxième élément, une version officielle des décennies écoulées depuis 1853 avait déjà été élaborée aux États-Unis, que popularisera plus tard Edwin Reischauer : bien qu'incomplète, la « modernisation » du pays convergeait vers le modèle libéral lorsque le cours historique fut détourné par la « clique militaire », des politiciens opportunistes et des médias irresponsables⁶. L'empereur n'était en rien responsable, qui sera épargné et invité à se comporter en souverain bourgeois cultivant les vertus familiales, et le jugement des responsables de la « guerre de quinze ans », entièrement conduit sous la parallaxe américaine, laissera dans l'ombre des pans entiers et des dimensions essentielles du passé récent. Le lit de la « révolution démocratique » était dès l'abord canalisé et quand bien même les éléments les plus avancés du shogounat américain rêvaient de transformer le Japon en archipel rooseveltien, il n'était pas concevable d'aller plus loin. Ainsi, dès 1947, s'amorce un « retour en arrière » (*gyakku kōsu*) qu'il incombera au bref gouvernement à direction socialiste de mettre en œuvre, en privant les fonctionnaires des droits de grève et de négociation collective. La tendance s'amplifia avec le retour des conservateurs au pouvoir, la déflation imposée par l'occupant, puis les purges

⁵ Le nom et l'œuvre de Maruyama Masao (1914-1996) devraient être connus de quiconque entend comprendre le Japon. C'est encore loin d'être le cas en France, en dépit du travail opiniâtre de traduction entrepris par Jacques Joly (*Maruyama Masao, Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, PUF 1996). Il y eut, pendant deux décennies, une nouvelle embellie du marxisme au Japon, ainsi qu'un vif intérêt pour Jean-Paul Sartre et l'existentialisme français.

⁶ Edwin Oldfather Reischauer (1910-1990), né à Tokyo, eut une double carrière d'orientaliste et de diplomate. Il fut ainsi, de 1961 à 1966, l'ambassadeur au Japon de John Kennedy et de Lyndon Johnson. Son *Histoire du Japon et des Japonais* (Le Seuil, 1973) reste la synthèse de référence de l'histoire officielle.

rouges de 1949-1950 et le déclenchement de la guerre de Corée. La « révolution démocratique » ne s'appuiera donc pas sur la mobilisation et l'initiative citoyennes dont les organisations demeuraient d'ailleurs inexpérimentées, alors que les élites installées au pouvoir depuis Meiji pouvaient s'appuyer sur la « tradition » et en exploiter les alignements, les allégeances, les dominations. Le rétablissement de la souveraineté japonaise en 1951 amplifia la tendance, avec notamment la reconstitution progressive des *zaibatsu*, restructurés en *keiretsu*, et le retour massif de personnalités purgées ou condamnées au lendemain de la guerre. La carrière de Kishi Nobusuke (1896-1987) est à cet égard exemplaire. Chef de file des « nouveaux bureaucrates » dont il appliqua les principes au gouvernement du Mandchoukouo de 1936 à 1939, avant de devenir le responsable de l'économie de guerre dans le cabinet de Tojo Hideki en 1941-1944, il avait été condamné comme criminel de classe A. Libéré, élu député en 1953, il portera le Parti libéral-démocrate sur les fonts baptismaux en novembre 1955 et sera Premier ministre de février 1957 à juillet 1960. L'actuel Premier ministre Koizumi Junichiro est issu de la faction conservatrice qu'il a créée. De même, dans l'ombre si propice où s'entrelacent politiques, hommes d'affaires, *yakuza* et nervis d'extrême droite, réapparurent les « parrains » (*don*) ou « marionnettistes » (*kuromaku*) Kodama Yoshio et Sasakawa Ryoichi⁷. Plusieurs acquis essentiels de la « révolution démocratique » seront conservés mais, une fois de plus, le bloc hégémonique se recomposait qui, au-delà des contradictions,

⁷ Ultra nationaliste d'avant-guerre, Kodama Yushio (1911-1984) avait été agent secret au Mandchoukouo puis chef d'un réseau de pillage de la Chine travaillant depuis Shanghai, ce qui assura ses relations et sa fortune. Admirateur de Mussolini, Sasakawa Ryoichi (1899-1995) avait contribué à l'effort de guerre par la drogue et, au lendemain de la défaite, avait organisé le « repos des GIs » en montant un réseau de bordels. Leur emprisonnement sera court. L'originalité de Sasakawa est d'avoir considérablement accru sa fortune grâce aux paris (légaux) sur les courses de hors-bord, ce qui lui permettra de créer une « fondation » très active tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'archipel, avec l'ambition non dissimulée et non satisfaite d'obtenir le prix Nobel de la paix. Son fils est parlementaire PLD et a été ministre. Pour explorer les arcanes de la politique intérieure du Japon, on peut se reporter à Jean-Marie Bouissou : *Quand les sumos apprennent à danser, la fin du modèle japonais* (Fayard, 2003).

rivalités et conflits internes, n'entendait pas renoncer à son patrimoine historique.

C'est enfin que, dès 1947, l'occupant américain avait vu dans le Japon la clef de voûte de sa « grande stratégie » en Asie orientale, les espoirs placés dans la Chine étant de plus en plus déçus par l'impéritie du régime de Chiang Kai-shek, et l'encre de la constitution avait-elle à peine séché que déjà il chercha à doter l'archipel d'un embryon de forces militaires, puis, avec l'affirmation et l'institutionnalisation de la guerre froide, à jeter un voile pudique sur le passé. A cet égard, la différence avec l'Allemagne est importante. Certes, il y eut réintégration en RFA de l'essentiel de l'appareil du Troisième Reich, mais il était impossible de prendre appui sur ce pays, d'en rétablir la puissance économique et d'en reconstruire les moyens militaires sans procéder à une extraction du nazisme. L'existence de la RDA et du « camp » adverse, la vigilance des peuples européens à l'ouest comme à l'est et, une génération après, l'action même de la jeunesse allemande, constituèrent autant de contraintes auxquelles les groupes dirigeants japonais ne furent pas soumis aussi intensément. Ni l'URSS, ni la République Populaire de Chine, ni la RPD de Corée, et encore moins les peuples d'Asie du Sud-Est, ne pouvaient influencer sur le cours de la politique japonaise. Les seules résistances étaient intérieures qui parvinrent pendant trois décennies à imposer une certaine retenue et poussèrent le bloc hégémonique à s'en tenir à une stratégie de compromis et de gradualisme. C'est ce que l'on appelle la « doctrine Yoshida », du nom du Premier ministre Yoshida Shigeru (1878-1967) qui marqua de sa personnalité toutes les années 1945-1955 et inspira le courant majeur du Parti libéral-démocrate : alliance avec les États-Unis, intégration de l'archipel au « monde libre », reconstitution de forces militaires, mais priorité au redressement et au développement économiques, discrétion diplomatique, non-participation directe aux conflits armés de la guerre froide, comme autant de conditions de la préservation de la paix civile. Aujourd'hui, l'un des enjeux de la « normalisation » du Japon est de savoir si ce compromis sera complètement aboli.

Du système japonais

Une vive controverse est née à la fin des années 1980 autour du livre d'un journaliste néerlandais longtemps posté à Tokyo. En pleine période de « Japan bashing », l'auteur se réclamait de l'« école révisionniste », en l'occurrence hétérodoxe, pour affirmer que l'impuissance des États-Unis face à l'ascension nippone découlait

de leur incapacité à comprendre que le Système japonais – défini comme « un arrangement de forces incontournables contre lesquelles l'individu ne peut rien sans recours à la violence » – ne respectait en rien les principes, les règles, les modes d'organisation des sociétés libérales et s'inscrivait en fait dans la continuité fondamentale d'une culture atypique⁸. Le concept de système est repris ici par nous, sans majuscule ni jugement de valeur, dans une acception tout autre, comme ensemble formé d'éléments entretenant entre eux des relations durables et disposant d'un mode de régulation permettant d'éviter que les contradictions ne deviennent fatales et d'assurer la préservation du système dans le temps.

Continuités et discontinuités

Un système japonais s'est en effet mis en place pour faire face aux défis de l'ouverture à un Occident sûr de lui et dominateur. Aux formules lapidaires déjà citées – « esprit japonais, savoir occidental » et « pays riche, armée puissante » –, il restait à donner une chair, sans modèle théorique ni référence pratique, souvent dans l'urgence ou du moins dans un temps compressé, si bien que l'entreprise ne pouvait en aucune façon se dérouler de façon linéaire. La « trajectoire » ou la « dynamique » de l'ascension du Japon n'a pu être reconstituée qu'après coup ou phase après phase⁹.

⁸ Il s'agit de l'ouvrage de Karel van Wolferen : *L'énigme de la puissance japonaise* (Robert Laffont, 1990). La Fondation Saint-Simon consacra à cette controverse un intéressant dossier (« Regard froid sur le Japon », novembre 1990) qui omettait néanmoins d'indiquer que l'« école révisionniste » de la japonologie américaine, souvent d'inspiration marxienne, ne se réduit pas à ces charges mais refuse l'a priori du modèle unique, qui serait le modèle libéral anglo-saxon, et s'attache à analyser les structures économiques, les rapports sociaux, les relations de pouvoir et les conflits internes de l'archipel à rebours de la démarche culturaliste. On doit à cette « école » d'avoir donné, en s'appuyant sur des sources et des débats japonais, une analyse empirique et théorique de l'« État développeur » et d'avoir rompu avec la version officielle de l'histoire nipponne.

⁹ Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à Patrice Jorland : « Le Japon, de l'île absolue à l'archipel-monde » (« *Recherches internationales* », printemps 1997, pp. 89-119), essai dont nous conservons la problématique : « Nous ne nous embarrasserons pas de savoir si, en quoi, comment et pourquoi le Japon est original, particulier ou unique.

Alors que les principes libéraux avaient été suivis jusqu'alors – financement des entreprises sur le marché des capitaux, recours au marché externe du travail, fusions et acquisitions fréquentes –, c'est par une remise en cause de ceux-ci que, dans les conditions créées par l'effondrement des relations économiques internationales et l'expansion continentale du Japon pendant l'entre-deux-guerres, le défi fut relevé sous la direction autoritaire et la régulation systémique de l'État : redéfinition des relations entre les segments du capital, articulation progressive des deux secteurs d'entreprises, internalisation de la main-d'œuvre, politiques monétaire et financière hétérodoxe. A ce titre, la « guerre de quinze ans » fut « utile » au capitalisme japonais, d'autant que, pour une bonne part, il parvint à financer son essor par l'exploitation des territoires et marchés conquis. Un rôle prééminent fut joué par les « nouveaux bureaucrates » alliés à la « clique militaire », plus précisément au courant représenté par la « faction de contrôle » dont le tandem Tojo Hideki/Kishi Nobusuke était emblématique, qui disposait d'ailleurs au Mandchoukouo d'un terrain d'expérimentation sans entraves.

La continuité entre l'avant et l'après-guerre est donc manifeste, à quelques compléments près. Les réformes du SCAP ont fait sauter un certain nombre de verrous qui bloquaient le marché intérieur : réforme agraire accompagnée d'une politique de soutien des prix agricoles à la production (déjà amorcées dans les dernières années de la « guerre de quinze ans »), légalisation des syndicats et reconnaissance des droits syndicaux, dépenses militaires réduites à néant pendant un temps et qui, par la suite, ne dépasseront guère 1 % du PIB. La dissolution éphémère des *zaibatsu* aussi sera bénéfique, qui s'accompagna de l'éviction des grandes familles fondatrices. D'une part, les dirigeants seront le plus souvent des cadres promus à l'ancienneté et donc des personnes expérimentées, connaissant parfaitement les moindres recoins de l'entreprise et disposées à maintenir à distance ses

Nous posons qu'il est devenu une puissance économique de premier plan en édifiant un système productif autonome, c'est-à-dire autocentré et cohérent, complet et cohésif de surcroît.» Les « dragons asiatiques » (Corée du Sud, Taiwan, Singapour) pourront, quant à eux, s'inspirer de l'expérience nipponne à partir des années 1960 et en confirmer la pertinence en termes de développement. On se reportera par ailleurs avec profit à *La dynamique du Japon*, sous la direction de Jean-François Sabouret (Saint-Simon, 2005) et à Évelyne Dourille-Feer : *L'économie du Japon* (Repères, La Découverte, nouvelle édition 2005).

actionnaires. D'autre part, les banques ayant échappé au démantèlement, c'est autour d'elles et par elles que se reconstitueront les grands groupes. L'intermédiation bancaire se substituera au marché des capitaux, sous le contrôle étroit du ministère des Finances et de la banque centrale. Par ailleurs, la disparition de la « clique militaire », la purge momentanée des politiciens et l'éviction des grandes familles donneront à la « bureaucratie civile » les pleins pouvoirs pour la direction de l'économie, avec le MITI, ou ministère du Commerce international et de l'Industrie (mais aussi du commerce intérieur, du tourisme, de l'artisanat, de la recherche-développement), comme grand timonier.

L'ordre international de l'après-guerre, défini comme celui de la « guerre froide », a également contribué à faire sauter un certain nombre d'obstacles ou de verrous. Le protectorat américain a fait bénéficier l'archipel des guerres chaudes menées sur le continent asiatique, celle de Corée qui fut l'occasion du re-décollage de l'économie, puis guerre du Vietnam dont l'escalade aida à surmonter la récession d'après les JO de Tokyo. Les États-Unis incitèrent le Japon à revenir sur les marchés d'Asie du Sud-Est, ainsi que dans les anciennes colonies de Corée du Sud et de Taiwan, et à établir avec eux une division verticale du travail. De plus, l'immense marché américain fut ouvert aux marchandises japonaises, sans véritable contrepartie commerciale, du moins jusqu'en 1971. L'essentiel des lois protectionnistes adoptées pendant la « guerre de quinze ans » fut conservé, par exemple celles qui fermaient de facto l'archipel à la production de Detroit et de Flint. Les matières premières de la planète libre, et notamment les hydrocarbures, pouvaient satisfaire, à bas prix, les besoins insatiables de l'industrie. Enfin, la parité établie à 360 yens/1 dollar par la « déflation Dodge » se révéla assez vite favorable à l'économie nippone.

Les termes du compromis

On ne saurait réduire le système japonais à la structure de son capital, d'autant que, pendant longtemps, ses performances ont été imputées d'abord au consensus social dont on a voulu trouver des indicateurs dans la diligence au travail et le sentiment d'appartenance à l'entreprise qui se traduisaient par le très faible nombre des journées de grève, la brièveté des congés – « vacances » se dit en français, sans doute parce que le vocabulaire japonais n'avait pas d'équivalent –, l'existence de « cercles de qualité » et les hymnes des firmes, ou, sur un autre registre, dans le taux réduit de délits et l'efficacité de la police de proximité. C'est oublier par

exemple que jusqu'aux années 1960 l'archipel a été connu plutôt pour ses affrontements sociaux, que l'ultra gauche occidentale a cru bon de s'inspirer de groupes japonais (trotskistes, « Armée rouge ») et que le phénomène mafieux – les célèbres *yakuza* – est organique et reconnu comme tel.

Il n'en demeure pas moins que des compromis sociaux et sociétaux ont pu être établis à travers et au terme de conflits et de luttes. Un cadre général a été fourni, à l'échelle du pays et sur l'essentiel de la période écoulée depuis 1945, par la « doctrine Yoshida » évoquée plus haut. L'action syndicale a permis, pendant la « haute croissance », une élévation des salaires réels dans une version autochtone du « compromis fordien » qui a donné chair aux traits originaux que présentent la répartition de la main-d'œuvre et les relations entre le capital et le travail, avec la triple distinction entre salariés des grandes entreprises et ceux des PME, dans un rapport 1/3 et 2/3, entre salariés permanents et salariés non permanents, entre hommes et femmes. La minorité que constituent les salariés masculins permanents des grandes entreprises relèvent du système de gestion japonais des ressources humaines : emploi dit « à vie » (en fait de longue durée), progression des rémunérations et des carrières à l'ancienneté, syndicat d'entreprise ou même d'établissement. Ces dispositions ne couvrent pas ou beaucoup moins les non-permanents et les sous-traitants travaillant au sein de l'entreprise ni les sous-traitants externes. Quant aux salariées du secteur privé, elles étaient censées sortir du marché du travail pour mater et éduquer la progéniture, ce qui les excluait dès l'embauche des deux premiers « bijoux » du système.

L'élévation continue des salaires réels qu'obtenait la minorité a néanmoins percolé grâce à l'effet d'entraînement qu'assuraient les « offensives de printemps » (*shunto*) coordonnées par les syndicats à partir de 1955, grâce aussi à l'effet de structure découlant des mésosystèmes et à la nécessité de mobiliser les réseaux de sous-traitance. De surcroît, parce qu'elle était fondée sur le marché intérieur et sur la production de masse, l'expansion japonaise avait besoin d'un marché de masse aussi homogène que possible. En bref, l'« emploi total » – à distinguer du « plein emploi » – étant assuré et le gâteau national s'agrandissant, chacun pouvait espérer voir sa part grossir, encore qu'inégalement, et trouver à cette fin des arrangements à l'échelle du quartier, de la famille et/ou entre générations. Ainsi, dans les districts industriels où se concentrent les PME, des solidarités et des coopérations anciennes permettaient de lisser la conjoncture et d'égaliser les revenus. Les femmes retournées au foyer échappaient aux horaires déments du

privé, trouvaient à proximité des revenus d'appoint dans le « *part time* » et se socialisaient avec leurs congénères. De même, les retraités complétaient leurs pensions par des emplois de gardiennage, le temps partiel ou le petit commerce. Quant aux exploitations paysannes, elles étaient tenues par l'épouse et les grands-parents (*san-chan*), cependant que l'époux et les enfants adultes travaillaient dans les secteurs secondaire et tertiaire, quand ils ne migraient pas durablement ou saisonnièrement (*dekasegi*) vers les mégapoles.

C'est ainsi que s'est mis en place ce que Jean-Marie Bouissou dénomme système PSIG, pour « protection sociale indirecte généralisée ». En complément du système de protection sociale que cet auteur tend toutefois à sous-estimer – maladie, retraite, chômage, accidents du travail, mais très faibles allocations familiales –, les entreprises, les grandes surtout, assument un certain nombre de prestations dont on aurait tort cependant de croire qu'elles sont exclusivement autochtones, puisqu'on peut trouver des équivalents avec les CE ou, sous un autre mode, avec le paternalisme. Outre l'« emploi total » qui était la préoccupation première des travailleurs, elles assuraient la formation en interne et, pour une partie des salariés, sur toute la vie, le logement (en dortoirs pour les jeunes, en appartement ou en lotissement pour les couples) à des loyers relativement modérés, disposaient parfois d'hôpitaux, organisaient loisirs, beuveries et dégagements de groupe, organisaient mariages et obsèques quand elles ne se faisaient pas marieuses. Une partie du salaire était différée, sous la forme de « *bonus* » semestriels en fonction des résultats (quasi automatiques pendant la « haute croissance ») et du pécule de départ dont le montant est en proportion de l'ancienneté. Nul ne doutait au Japon que cela relevait d'une stratégie de domestication des syndicats par la fidélisation et le formatage de la main-d'œuvre – « il faut taper sur le clou qui dépasse » –, l'intégration de celle-ci, *perinde ac cadaver*, à un « esprit » qui confinait souvent au totalitarisme d'entreprise, voire au phénomène sectaire. Les entreprises s'y retrouvaient largement grâce aux gains de productivité, à l'acceptation par les salariés d'une durée hebdomadaire, mensuelle et annuelle du travail sans égale à l'époque, toutes les heures supplémentaires n'étant par ailleurs pas comptabilisées, à la flexibilité interne de la main-d'œuvre, entre les postes, les unités de la firme, les composantes du mésosystème, les pécules de départ gonflant par ailleurs les réserves internes non imposables.

Des compromis avaient également été construits à l'échelle de la société tout entière par le truchement du système de prix relatifs et les péréquations entre groupes sociaux que celui-ci

induisait. Alors que les branches qui ont fait la réputation de l'archipel aux différentes phases de son expansion d'après la guerre – cotonnades et soieries, jouets, horlogerie, machines à coudre, puis sidérurgie, chimie lourde et construction navale, puis automobiles et motocycles, audiovisuel, électronique et « tiques » (informatique, télématique, bureautique, optoélectronique, robotique, mécatronique, etc.) – se sont successivement confrontées à la concurrence internationale, tout un secteur restait protégé, de la construction à l'agriculture, en passant par les peaux et cuirs, le mobilier, la distribution avec sa cascade de niveaux, qui permettait de garantir l'« emploi total » et de consolider la demande des ménages. Cela a affecté à terme le coût de la vie et le processus de formation des prix des branches exposées, mais ces effets étaient plus que compensés par les gains de productivité, par les économies d'échelle réalisées sur un marché intérieur en voie d'élargissement et d'approfondissement, par la sous-évaluation du yen et la baisse tendancielle des prix des matières premières. Les péréquations s'effectuaient aussi sur le plan territorial entre l'« avers » et l'« envers » de l'archipel, entre la mégapole s'étendant de Sendai au nord-est à Fukuoka au sud-ouest et les zones restées plus rurales, l'excès d'épargne et de main-d'œuvre de celles-ci se transférant vers celle-là.

Enfin, lorsqu'à la charnière des années 1960 et 1970 il s'avéra que la très haute croissance, la concentration des activités lourdes et chimiques dans la mégapole, le désintérêt manifeste des firmes et des pouvoirs publics pour la sécurité des travailleurs et le cadre de vie de la population, bref que le régime d'accumulation débouchait sur des blocages systémiques dont les mortelles pollutions de l'air et des eaux furent l'expression la plus dramatique, lorsqu'il se confirma que les protestations s'amplifiaient en puissants « mouvements de citoyens » et lorsqu'il apparut que la gauche en tirait de grandes victoires aux élections locales, des lois furent adoptées pour lutter contre les pollutions, modifier les politiques d'aménagement du territoire et recomposer la structure productive. Les années 1970 – la « décennie folle des matières premières » – amplifièrent encore cette conversion. La structure productive passa du modèle « lourd, épais, long et grand » (*ju-ko-cho-dai*) au modèle « léger, mince, court et petit » (*kei-haku-tan-sho*), transition dont souffrirent les branches lourdes et chimiques, sans pour autant affaiblir la compétitivité des branches exposées qui réduisirent leur consommation d'intrants, adoptèrent des procès de production plus efficaces et recyclèrent leurs déchets. Les forces conservatrices reprirent à leur compte une partie des programmes municipaux de la gauche et les infrastructures du

Japon de l'« envers » (*ura Nihon*) reçurent des investissements colossaux qui ne pouvaient plus se réaliser complètement dans la mégalopole.

La trinité d'airain

L'archipel a connu au cours des soixante dernières années des transformations plus profondes et plus rapides encore que tous les autres pays développés, réduction accélérée de la population agricole, urbanisation galopante avec constitution de l'une des trois mégalopoles de la planète, élévation considérable du niveau de vie et réduction des inégalités de revenus, alors que régnaient la pauvreté de masse et de forts clivages sociaux, bouleversement des modes de vie et du régime alimentaire, cependant que la massification de l'éducation gagnait l'enseignement supérieur, pour les deux sexes. L'espérance de vie s'est accrue d'une vingtaine d'années et est devenue la plus longue de la planète. L'apparence physique aussi a changé : la génération du « baby boom », ou plus exactement des « lois eugéniques » de 1948 qui ont fait chuter le taux de natalité, a en moyenne une tête de plus que celle de ses parents ; on dit que la consommation de laitages et de viande a pourvu les jeunes Japonaises d'avantages physiques inédits et voici qu'avec les teintures et autres nuances, l'archipel compte plus de rousses que l'Irlande et de blonds que la Suède.

Ces mutations ont été accomplies à travers de multiples difficultés et tensions, notamment en matière de logement, de transports, de cadre de vie, de pollution et d'environnement. Tout ce qui s'écrit aujourd'hui à propos de la Chine et des contradictions afférentes à sa croissance rapide l'a été ou aurait dû l'être à propos du Japon des années 1950 à 1980 (ou de la Corée du Sud, avec un décalage dans le temps d'environ quinze ans). Pourtant, ces mutations et ces contradictions se sont accompagnées d'une stabilité rare dans la mesure où, du rétablissement de la souveraineté en 1951 à 1993, les mêmes forces ont gouverné le pays et, entre 1955 et 1993, un même et seul parti politique.

Du bloc historique, nous l'avons dit, ont survécu la « bureaucratie civile » et, sous une autre structure qu'avant la guerre, les « milieux d'affaires » (*zaikai*). Une troisième composante a émergé, qui jouait auparavant un rôle ancillaire ou instrumental, la « classe politique », la partitocratie conservatrice incarnée par le Parti libéral-démocrate fondé en 1955 sous l'impulsion convergente des États-Unis, des *zaikai* et des parrains de l'ombre. Le PLD porte son nom par antiphrase puisqu'il n'est ni libéral mais organiciste, ni démocrate mais populiste au sens où il s'est constamment présenté comme le défenseur de l'holisme japonais.

Comme l'écrit ici même Otomo Ryû, cette formation a coalisé des factions conservatrices dont les différences politiques se sont effacées avec le temps mais qui survivent dans leur rivalité pour le pouvoir, luttes feutrées et sournoises, guerres durables à l'arme blanche (la *kaku-fuku sensô* opposa Tanaka Kakuei à Fukuda Takeo pendant une quinzaine d'années), règlements de comptes dont la pointe émerge lors de scandales récurrents. L'influence du PLD s'ancre dans le passé, au sens où le bloc historique avait eu l'occasion de modeler les comportements politiques de la population, mais est aussi le fruit d'un travail systématique de structuration de l'électorat ou, plus exactement, des clientèles. Cela a profilé le personnel politique en élus de proximité, défini les pratiques politiques et engendré l'inflation des coûts de l'action politique. Dans la mesure où la « bureaucratie civile » n'a jamais perdu ses positions, où les *zaikai* ont pu reconstituer les leurs et où la politique extérieure était tracée par les États-Unis, le rôle de la partitocratie s'est assez longtemps circonscrit à la transcription législative d'orientations prises ailleurs et à l'intermédiation entre le Japon d'« en bas » et le Japon d'« en haut ». C'était déjà beaucoup, mais avec le temps, la reconduction élection après élection, génération après génération, des mêmes hommes, les politiciens conservateurs ont élevé leur niveau de formation initiale – la plupart sortent des meilleures universités –, acquis à l'ancienneté une véritable expertise technique, structuré leurs instances et modes d'intervention, au point de devenir un véritable parti-État. Ainsi, tous les projets de loi rédigés par la haute fonction publique en sont venus à passer devant les comités et sous-comités du Conseil de recherche sur les affaires politiques (*seimu chosaikai*) du PLD, avant que d'être présentés aux commissions et sous-commissions parlementaires, dominées par les mêmes élus, puis devant les deux chambres, majoritairement conservatrices.

La « classe politique » est parvenue ainsi à acquérir son autonomie au sein d'une trinité d'airain dont les deux autres composantes sont la bureaucratie civile et les *zaikai*. Les hauts fonctionnaires élaborent les projets en fonction des intérêts des milieux d'affaires, qu'il s'agisse de l'économie au sens large, de l'aménagement du territoire, de l'éducation ou de la recherche, et les politiciens mettent en œuvre. Chacune des composantes conserve cependant son autonomie, les bureaucrates n'abandonnant pas leur fonction régulatrice qui peut s'opposer sur certains points aux visées patronales, qui doit en tout état de cause arbitrer les contradictions entre secteurs, branches et mésosystèmes, qui règle les horloges de la nation, cependant que les politiciens veillent à la représentation des catégories extérieures

à l'élite – agriculteurs, petits commerçants, artisans –, à la défense « corporatiste » de la myriade d'organisations constituant la société civile – groupements religieux, associations de ménagères ou de personnes âgées, syndicats professionnels (avec, dit-on, un activisme des médecins, des dentistes, des garagistes, des coiffeurs et des patrons de bains publics), coopératives agricoles et de pêche, anciens combattants et veuves de guerre, fraternités scolaires, *fans'clubs* et *hobbies* divers – qui forment leurs clientèles, et à la promotion des intérêts locaux, notamment en termes d'infrastructures physiques et d'emplois. Aussi le Japon est-il l'empire du marchandage. Ce qui complique davantage les choses, c'est qu'aucune des composantes, et à l'intérieur de celles-ci aucun groupe, ne subsume l'ensemble, si bien que la trinité est en fait une coalescence de triangles d'acier, les tribus ou *zoku*, dont chacune est constituée des mêmes composantes, auxquelles s'agrègent les groupements directement concernés (associations, fraternités, etc.), syndicats ouvriers compris, et les inévitables experts qui abondent au Japon. Les cinq grandes tribus (*gozoku*) les plus durablement structurées sont celles de l'agriculture et de la pêche (dont l'ancien Premier ministre Suzuki Zenko fut un temps le parrain), les postes, les routes, l'éducation et la santé, mais il en existe aussi pour les télécommunications (dont le *don* fut longtemps Kanemaru Shin), l'acier, la construction navale...

On peut donc comprendre que le PLD soit parvenu à conserver durablement le pouvoir. S'y sont ajoutés le système électoral de circonscription moyenne (au minimum deux sièges, le plus souvent quatre ou cinq) à un seul tour, qui tendait à opposer des candidats et donc des clientèles structurées (*jiban*), plutôt que des programmes, et les découpages électoraux favorisant les zones dites rurales où le clientélisme est prégnant. Enfin, à tous les niveaux, les coopérations et la circulation sont intenses entre les composantes de la trinité d'airain et des triangles d'acier : les *zaikai* financent très officiellement les politiciens, qui le leur rendent bien ; au moment de leur retraite, qui est précoce, les hauts fonctionnaires descendent de leur paradis bureaucratique (*amakudari*) pour siéger aux conseils d'administration d'entreprises de leur champ d'activité ou pour se lancer dans la politique ; les alliances familiales, les fraternités scolaires et les solidarités locales contribuent à la symbiose (conflictuelle) de ces sous-ensembles. En bref, ici aussi on peut parler de lutte-concours pour la direction et le contrôle du pays.

Le système de 1955

Toutefois, l'histoire du Japon d'après la guerre a connu de véritables affrontements politiques et sociaux dans le cadre de ce

qui a été appelé le « système de 1955 » (*gojūgo nen taisei*), année qui a vu la stabilisation des formations politiques, avec la réunification du Parti socialiste (PSJ), immédiatement suivie de la scission de son aile droitère qui a formé le Parti démocrate-socialiste (PDSJ), l'apparition en riposte du Parti libéral-démocrate, ainsi que la réunification du Parti communiste (PCJ). Ce système était polarisé par l'antagonisme entre le PLD et le Parti socialiste, lequel portait sur l'insertion internationale du pays en pleine guerre froide (en vérité « chaude » dans cette région du monde), les principes de la « refondation » d'après la guerre (préservation de l'article 9 et défense des acquis démocratique dont le PSJ se faisait le héraut), la politique économique et sociale.

Le PSJ présentait plusieurs traits qui l'opposaient radicalement aux conservateurs et le singularisaient souvent au sein de la Deuxième internationale : il se réclamait du marxisme ou plus exactement de certains courants du marxisme japonais, il était fermement neutraliste et solidaire des luttes des peuples d'Asie, il s'appuyait sur les centrales syndicales Sohyo et Churitsu roren, qui lui fournissaient une partie de ses élus et assuraient ses campagnes électorales, le PSJ n'étant jamais devenu un parti de masse. Les affrontements ont été particulièrement vifs pendant les années cinquante et notamment lors du renouvellement du traité de sécurité nippo-américain en 1959-1960, n'ont pas faibli mais se sont pacifiés pendant la décennie suivante et ont été en partie renouvelés à la charnière des années 1960-1970, avec les questions nées du régime d'accumulation. Toutefois, le « système de 1955 » est également appelé « système un parti et demi » parce que le PSJ n'est pas parvenu, pour les raisons évoquées ci-dessus, à remettre en cause l'hégémonie et la domination de la formation conservatrice. La diversification de l'opposition qu'ont engendrée l'existence du PDSJ, appuyé sur la centrale syndicale Domei, l'émergence du Komeitō, secrété par la secte bouddhiste Soka Gakkai, qui recrutait parmi le petit peuple non organisé des villes, et l'essor du Parti communiste, qui avait perdu une partie de son implantation ouvrière à la suite des purges rouges mais jouait un rôle éminent dans les « mouvements de citoyens » et dans l'action pour la paix, ont incontestablement affaibli le Parti socialiste, sans cependant remettre en cause sa position axiale au sein de l'opposition.

De la normalité

Le système japonais portait en lui des contradictions qui sont devenues de plus en plus difficiles à surmonter, au fur et à mesure

que se poursuivait l'expansion économique, que se complexifiait le structure productive, que s'accomplissait le rattrapage de l'Occident, que se renforçaient les positions économiques de l'archipel à l'échelle internationale et que se transformait la société.

Ainsi, la lutte entre mésosystèmes induisait des tendances fortes au surinvestissement, aux surcapacités et à la suraccumulation, tendances que le MITI cherchait à contrer, mais l'entreprise devint plus difficile lorsque les devises furent abondantes, que l'autofinancement rendit les grands groupes plus autonomes et que des relations directes purent être tissées par eux avec les firmes étrangères. A l'inverse, le concours entre mésosystèmes tendait à généraliser les cartels et à rendre plus opaque encore le fonctionnement du modèle à ses différents niveaux, opacité qu'accroissaient les pratiques des triangles d'acier. La population en subissait les effets, en tant que citoyens de plus en plus impuissants à peser sur les décisions, en tant que salariés englués dans les toiles du totalitarisme d'entreprise, en tant que consommateurs priés d'acheter les yeux fermés. Avec les « chocs » internationaux des années 1970, le système des prix relatifs fut soumis à des tensions croissantes qui opposaient les branches dites exposées aux branches dites protégées.

Face à ces difficultés, la recomposition de la structure productive du modèle *ju-ko-cho-dai* au modèle *kei-kaku-tan-sho* fut accélérée et se réalisa de façon cohérente, parce le système productif disposait encore de défenses immunitaires et d'un mode de régulation efficace qui permirent de mobiliser les « rigidités flexibles ». C'est pendant ces années allant de 1975 à 1990 que le système productif japonais fut érigé en modèle international. Toutefois, les contradictions n'étaient pas réglées et d'autres s'accroissaient, notamment du fait de la très forte dissymétrie de l'insertion internationale de l'économie nippone. Grosse importatrice de matières premières et de produits alimentaires, elle détruisait au laser la concurrence dans les branches maîtresses de l'industrie (automobiles, « tiques »), conservait sa compétitivité dans les branches lourdes et chimiques, n'exportait plus guère de biens de l'industrie légère mais n'en importait pas davantage. Les excédents de la balance commerciale et de la balance des paiements devinrent structurels ; les exportations de capitaux s'amplifièrent et les implantations à l'étranger se multiplièrent. Les samouraïs achetaient la planète – firmes et lieux de renom, fleurons de Hollywood, parcours de golf hawaïens, vignobles du Bordelais, tableaux de maîtres et yearlings sur le marché de Deauville –, sans la moindre réciprocité.

Retour sur la scène internationale

La crise économique dans laquelle l'archipel est plongé depuis 1990, la « décennie perdue », la refonte (et non plus seulement recomposition) du système productif, la redéfinition de son mode de régulation font l'objet de l'étude du professeur Inoue Yasuo et nous n'y ajouterons rien, pour nous limiter aux aspects plus directement politiques et diplomatiques. De fait, le Japon, qui avait suivi trop bien le modèle impérialiste occidental, est devenu après la guerre une puissance « anormale » ou du moins atypique, au sens où il avait constitutionnellement renoncé aux instruments militaires de la puissance et au recours à la guerre comme mode de règlement des conflits, pour se consacrer à son expansion économique et à la construction du « bien-être dans un seul pays ».

Cela ne signifie aucunement qu'il avait opté pour la neutralité ou le non-engagement. Le choix était d'ailleurs impossible puisque l'archipel est resté sous occupation américaine jusqu'en 1951 et que la restauration de sa souveraineté a été couplée à la signature d'un traité de sécurité avec les États-Unis, qui continuent ainsi à disposer, sur son territoire, d'un complexe de bases et d'installations militaires formant la clef de voûte de leur dispositif en Asie orientale. Le Japon s'est donc rangé dans le camp occidental durant toute la guerre froide, comme il avait choisi son camp dans le « grand jeu », puis durant les années trente, mais en conservant cette fois-ci une posture en retrait. C'est à partir de l'archipel que les États-Unis ont mené leurs guerres en Corée et en Indochine, pour le plus grand profit des *zaikai*, et, grâce à l'alliance bilatérale, le Pentagone pouvait bloquer les détroits à la flotte soviétique d'Extrême-Orient, entreposer secrètement des armes nucléaires et peser sur le continent asiatique. Dans le même temps et en violation de la loi fondamentale, des forces armées ont été reconstituées sous le vocable pudique de « Forces d'autodéfense ». Leur fonction première était de résister suffisamment longtemps à une « attaque classique » de l'Union soviétique (« stratégie du hérisson ») pour permettre l'arrivée en grand des moyens américains. Toutefois, les projets de constitution d'une OTANE, pour « organisation du traité de l'Asie du Nord-Est », et d'engagement militaire de l'archipel dans la guerre américaine d'Indochine ont dû être abandonnés. A défaut d'un consensus national sur la posture internationale du Japon, cette retenue relative scellait le compromis intérieur. Il était complété par des engagements politiques, à savoir les trois interdits nucléaires – ne pas posséder, ne pas entreposer, ne pas laisser passer des armes nucléaires – et la quasi-impossibilité d'exporter des armements conventionnels.

On peut dire que jusqu'au début des années 1970, le Japon n'a pas eu de politique étrangère, s'alignant en tout sur les États-Unis. Si les relations avec l'URSS ont été normalisées en 1956, les deux voisins n'ont pu conclure de traité de paix, à cause du différend portant sur les « îles du Nord »¹⁰. La diplomatie nippone s'est alors bornée à organiser le retour du pays dans les instances internationales (système de l'ONU, organisations économiques, OCDE) ou régionales (Banque asiatique de développement) et de ses entreprises sur les marchés des pays d'Asie du Sud-Est, au début par le biais des réparations de guerre. Les deux questions les plus délicates et les plus âprement débattues à l'intérieur de l'archipel concernèrent alors l'établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud (l'hostilité à l'encontre de la RPD de Corée restant de rigueur), ce qui fut fait en 1965, et la rétrocession de l'archipel d'Okinawa, demeuré sous administration directe des États-Unis jusqu'en 1972, la dispute portant ici sur la présence d'énormes bases américaines et d'armes nucléaires.

Sans que l'alliance inégale avec les États-Unis ne fût remise en cause, une évolution se fit sentir durant la décennie 1970, du fait des « chocs » provoqués par la politique chinoise de l'administration Nixon, de la déroute américaine en Indochine, de la crise économique et des tensions sur le marché mondial des matières premières. Tokyo, qui reconnaissait le régime de Taiwan comme le représentant authentique de la Chine mais qui entretenait des relations informelles avec la RPC par le truchement du PSJ, de factions minoritaires du PLD et de sociétés ad hoc créées par les *zaikai*, établit dès 1972 des relations diplomatiques avec Beijing, tout en développant ses échanges avec l'Union soviétique et en participant activement à l'exploitation des ressources naturelles de la Sibérie, selon la ligne dite d'« équidistance » entre les deux

¹⁰ Aux termes des accords de Yalta, l'archipel des Kouriles, qui s'étend du Hokkaido au Kamtchatka, a été cédé à l'Union soviétique et Tokyo ne remet pas en cause cette décision, qui est incluse par exemple dans le traité de San Francisco rétablissant la souveraineté de l'archipel. L'URSS a proposé de restituer un groupe d'îles (les Habomai et Shikotan) pouvant être considérées comme prolongeant Hokkaido, mais, sur incitation des États-Unis, le Japon n'a cessé d'exiger que deux autres îles (Kunashiri et Etorofu), formant les Kouriles du Sud, soient restituées en même temps. Comme on le sait, des différends opposent l'archipel à la Corée du Sud, à propos de Tokdo (en coréen)/ Takeshima (en japonais), et à la Chine, à propos du petit archipel inhabité des Senkaku/Daoyu, à quelques encablures de Taiwan.

pays socialistes. Quant à Taiwan, d'autres sociétés ad hoc furent montées par les mêmes *zaikai*, qui autorisèrent la poursuite fructueuse des affaires. Notable également fut le renversement de la position japonaise dans les questions du Moyen-Orient, laquelle passa d'un soutien à Israël à la reconnaissance des droits du peuple palestinien et au développement considérable des échanges avec les pays exportateurs de pétrole, au Machrek comme au Maghreb, ainsi qu'avec l'Iran, les relations avec celui-ci se maintenant à un haut niveau après la révolution de 1979. La « diplomatie des ressources » embrassait en fait la planète et, une fois de plus, ce qui s'écrit aujourd'hui à propos de la Chine s'est écrit alors à propos du Japon : contrats à long terme et investissements massifs en Amérique latine, au Canada, en Australie, dans l'Afrique du Sud de l'apartheid (en 1990, le Japon était son 5^e partenaire commercial en dépit de l'embargo officiel), en Asie du Sud-Est. Ici toutefois, les émeutes qui éclatèrent en janvier 1974 à Bangkok et Jakarta, lors de la tournée du Premier ministre Tanaka Kakuei, conduisirent le Japon à engager un vaste programme de coopération avec l'ASEAN (« doctrine Fukuda » énoncée à Manille en 1977) et à accroître substantiellement le montant de son aide publique au développement, dans un cadre bilatéral et sur le plan régional.

L'épuisement des paramètres

Le mot qu'avait eu en 1962 le général de Gaulle avant que de recevoir le Premier ministre Ikeda Hayato – « Allons rencontrer le représentant en transistors ! » – conservait de son apparente pertinence : « géant » économique, le Japon demeurait un « nain » politique. Certes, son Premier ministre participait au G-5 puis au G-7, mais de manière si discrète qu'il se retrouvait régulièrement au bout des photographies de groupe, comme s'il était considéré et se considérait lui-même comme un simple membre suppléant du consortium des puissances du monde libre. Une autre politique était certes envisageable que soutenaient à leur manière les forces de gauche : le Japon aurait pu se faire l'apôtre de la détente, de la coexistence pacifique, du désarmement contrôlé, de la coopération internationale et de l'aide au développement, en mobilisant ses moyens économiques, désormais conséquents, en mettant en valeur ses dispositions constitutionnelles, en dénonçant ses lourdes responsabilités dans la Seconde Guerre mondiale, en arguant de sa douloureuse expérience de l'arme atomique et, pour ce faire, sans renier sa relation avec les États-Unis, prendre appui sur le tiers-monde et améliorer ses relations avec le « deuxième monde ».

Cela ne s'est pas produit, pour des raisons externes et pour des raisons internes. La guerre froide avaient structuré en profondeur les relations internationales et le conflit sino-soviétique, dont les effets se firent plus fortement sentir en Asie orientale, rendait plus complexe encore une démarche véritablement autonome. L'alliance inégale avec les États-Unis offrait des avantages en termes de débouchés commerciaux, de sécurité des approvisionnements et d'accès aux innovations, pour un bloc historique recomposé qui n'avait par ailleurs rien renié de son hostilité fondamentale à quelque révolution que ce fût. Pour aller au-delà de ces limites, il aurait fallu briser le cadre conceptuel fixé pendant la refondation de Meiji : quitter l'Asie, rejoindre l'Occident, se rapprocher de la puissance hégémonique ou censée pouvoir devenir hégémonique, dès lors qu'elle acceptait l'affirmation du système productif japonais. Bien plus, cela impliquait, sur le plan intérieur, l'extraction complète de l'idéologie du *kokutai*, la reconnaissance et la réparation des souffrances infligées naguère aux peuples asiatiques, un travail de vérité sur les responsabilités des élites nippones que celles-ci, même partiellement renouvelées, n'étaient fondamentalement pas disposées à entreprendre. Pour elles, toucher au passé aurait été se faire *harakiri* ou plus exactement, parce que c'est ainsi qu'il faut dire, *seppuku*. L'ambiguïté qu'elles n'ont cessé de manifester à propos des bombardement nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki est à cet égard emblématique.

C'est l'inverse qui se produisit, par étapes, et en recourant à la tactique des formules polysémiques et des faits accomplis. Avec le regel et la relance de la guerre froide à laquelle la doctrine Brzezinski/Carter procéda en Asie et que généralisa ensuite l'administration Reagan, le Japon effectua, en particulier sous l'impulsion de Nakasone Yasuhiro, Premier ministre de 1982 à 1987, plusieurs pas en avant. Le développement des moyens militaires fut amplifié, dans le cadre d'une reformulation du traité de sécurité en « alliance » nippo-américaine dont l'archipel devait devenir le « porte-avions insubmersible », ce qui signifiait qu'il devait être en mesure de repousser un débarquement soviétique à Hokkaido (*sic*), mais aussi de bloquer les détroits de l'Asie du Nord-Est à la flotte d'Extrême-Orient. L'« équidistance » fut rompue avec l'inclusion de la « clause anti-hégémonique » dans le traité de paix et d'amitié signé avec la Chine en 1978. La fin de la guerre froide, l'implosion de l'Union soviétique et la nouvelle corrélation des forces qui s'ébauchait en Asie orientale perturbèrent un temps cette évolution : l'adversaire stratégique avait disparu et il fallait repenser l'ordre international. Des propositions furent faites – le Japon était porteur d'une alternative à la thérapie de choc à

laquelle fut soumise la Russie –, des actions furent engagées – par exemple pour faciliter le rapprochement de l'ASEAN avec les pays de l'Indochine, auxquels s'intéressèrent l'aide publique et les investissements japonais – et des initiatives entreprises tant en direction de la Corée du Nord qu'en vue de la solution du différend russo-japonais à propos des « territoires du Nord ».

Sur ces derniers points, les choses n'allèrent pas loin car elles innovaient trop et se heurtèrent à une série de facteurs inattendus. Les difficultés du système productif japonais, la « crise asiatique » de 1997 et les réponses qui leur ont été données ont semblé signifier la fin de l'exception nippone, l'échec de la « voie japonaise » de développement et la victoire du « consensus de Washington ». Elles incitaient à ne pas se démarquer de l'*hegemon* américain. L'émergence économique de la Chine et l'importance que prenait ce pays dans l'économie régionale ne nuisaient pas au Japon – de fortes complémentarités existent, d'autant que l'on avait assisté à un « recentrage asiatique » de l'économie nippone depuis le milieu des années 1980, laquelle conservait des positions considérables dans les branches des équipements comme dans les technologies de pointe, et en dépit des contraintes financières, continuait à investir massivement dans la recherche-développement –, mais certains schémas perdaient de leur pertinence, celui de la bipolarité qui avait caractérisé les relations en Asie du Nord-Est depuis la fin du XIX^e siècle, celui du « retard asiatique » et de l'avantage dirimant de l'archipel, celui du « vol d'oies sauvages », comme le montre l'étude du professeur Inoue.

Plus décisifs encore se révéleront être la guerre du Golfe de 1991 et l'affirmation d'un « nouvel ordre mondial » dont elle servit de démonstration. Bien que le Japon eût adopté une position sans ambiguïté et financé à hauteur de 14 milliards de dollars le coût total des opérations, il se trouvait pris dans une contradiction insoluble au premier abord : d'un côté, sa constitution et sa doctrine de sécurité lui interdisaient de jouer un rôle militaire à la mesure de ses moyens économiques et, de l'autre côté, il n'était pas désireux de proposer une autre vision du monde qu'en tout état de cause aucune des puissances établies n'était disposée à étudier. On le lui fit savoir et, une fois encore, il parut judicieux à Tokyo de s'adapter au paradigme en voie de formulation. Par ailleurs, des questions régionales rejouèrent dans le contexte de l'« après-guerre froide », la « question coréenne » avec la crise de 1993-1994 qui conduisit les États-Unis au seuil d'une guerre contre la République Populaire démocratique de Corée et la « question de Taiwan » ravivée par l'affirmation d'un « nationalisme » formosan. L'archipel était directement concerné du fait de la proximité

géographique, de sa dépendance maritime et de la présence de bases américaines sur son sol.

Ajoutons que la polarisation droite/gauche à l'intérieur du Japon s'était nettement affaiblie. La question des armes nucléaires restait sensible, mais les guerres chaudes menées en Asie par les États-Unis avaient pris fin, la RPC avait renversé ses alliances pour combattre l'« ours polaire » et le Vietnamien rétif, le socialisme était déconsidéré par les luttes intestines de la Chine et les crimes des « Khmers rouges », avant que de s'effondrer de Berlin à Vladivostok. Or, l'international était ce qui opposait encore les deux formations principales du « système de 1955 », si bien que lorsque le socialiste Murayama Tomiichi présida un gouvernement de coalition avec le PLD, de juin 1994 à janvier 1996, il fut conduit à reconnaître le bien-fondé de l'alliance nippo-américaine, la constitutionnalité des « forces d'autodéfense » et le développement des instruments militaires de la puissance, ce qui revenait à liquider le patrimoine historique de son parti.

Une puissance normale

Ozawa Ichiro, le politicien conservateur qui, en 1993, fit scission du PLD pour provoquer un remue-ménage politique de grande ampleur et qui se retrouve aujourd'hui à la tête de la principale formation d'opposition, le Parti démocrate, fut le premier à demander que le Japon devienne un pays normal (*futsū no kuni*). Cela signifiait notamment l'abandon des dispositions pacifistes de l'article 9 et la reconnaissance constitutionnelle de l'armée japonaise, non point, affirmait-il, pour se lancer dans de nouvelles aventures expansionnistes, l'époque en étant révolue, mais afin de se conformer au comportement des autres puissances, en particulier des membres permanents du Conseil de sécurité, cercle étroit auquel Tokyo ne cachait pas vouloir être admis. Une loi fut adoptée en 1993 autorisant les forces japonaises à participer à des opérations de maintien de la paix, en l'occurrence au Cambodge. Un cadre strict était maintenu – les opérations devaient se faire dans le cadre de l'ONU, se limiter au maintien et non à l'imposition de la paix, répondre à la demande des parties concernées –, mais un pas en avant considérable était accompli, au sens où on ne parlait plus d'« autodéfense » de l'archipel. L'activisme humanitaire de ces quinze dernières années et l'affirmation d'un droit d'« intervention humanitaire » ne pouvaient qu'inciter à répéter l'expérience – au Mozambique, sur le plateau du Golan, à Timor Leste notamment – et à fragiliser les distinguos établis au début.

Deux tendances ont convergé pour pousser davantage la « normalisation » du Japon. La première concerne la « grande stratégie américaine ». Après le flottement des premières années, au cours desquelles les préoccupations commerciales prévalent et donc les pressions sur l'archipel, et alors que la « crise coréenne » de 1993-1994 est gérée de façon quelque peu unilatérale par la Maison-Blanche, en 1995, l'administration Clinton fait sien le « Rapport sur la stratégie en Asie orientale » rédigé par le sous-secrétaire à la Défense pour les questions internationales, Joseph Nye. Le « rapport Nye » souligne l'importance cruciale de cette région du monde pour l'économie américaine, la nécessité d'y maintenir une structure de forces d'environ 100 000 hommes, la signification de la relation bilatérale nippo-américaine, clef de voûte de l'ensemble, et les dangers qu'il y aurait à laisser l'archipel chercher sa propre voie. L'idée maîtresse est que le Japon doit devenir, dans la « grande stratégie américaine », l'équivalent oriental du Royaume-Uni, idée confirmée le 11 octobre 2000, à la veille donc des élections présidentielles, par le rapport bipartisan rédigé par Joseph Nye et Richard Armitage, qui devait devenir, comme on le sait, secrétaire d'État adjoint de la première administration Bush. En découlèrent plusieurs actes importants, la déclaration commune Clinton-Hashimoto de janvier 1996 et la révision en 1997 des « lignes directrices » (*Defense Guidelines*) de l'alliance militaire nippo-américaine. Il s'agit désormais de se préparer en temps de paix à toutes les éventualités pouvant affecter l'archipel et, fait nouveau, des lois ont rapidement donné chair à ce cadre, par exemple afin d'assurer l'interopérabilité des forces, de doter le Japon d'une législation d'exception et de lui permettre de jouer un rôle militaire sur les arrières des États-Unis en cas de conflits régionaux, ce qui pouvait concerner la péninsule coréenne comme le détroit de Taiwan.

L'énonciation de la doctrine Bush de « guerre mondiale contre le terrorisme », de renversement des « États-voyous », d'action préventive et de démocratisation bottée, a élargi encore l'envergure et modifié la nature de la relation nippo-américaine. L'activisme législatif s'est amplifié – loi établissant des mesures spéciales contre le terrorisme en 2001, décisions restrictives concernant les relations avec la Corée du Nord, les sept lois adoptées le 9 mars 2004 à propos de l'état d'urgence, etc. – et des décisions furent prises par les cabinets Koizumi qui représentent un véritable saut qualitatif. Deux groupes de bâtiments des forces navales d'autodéfense ont été déployés dans l'océan Indien afin de prêter main-forte aux opérations en Afghanistan et un soutien politique sans faille a été accordé à l'invasion de l'Irak, cependant qu'un

détachement de 600 hommes a été envoyé afin de participer à la « pacification » et à la « reconstruction » de ce pays. La première initiative indiquait clairement que la leçon de la guerre de 1991 avait été retenue et, quand bien même le détachement est resté cantonné à Samawah, dans une zone réputée « sans combats », la deuxième violait une des lignes directrices de l'action extérieure du Japon, qui était de n'agir que dans le cadre des décisions de l'ONU ¹¹.

Ces franchissements de seuil se sont accompagnés d'une évolution similaire de la programmation militaire. En dépit de l'article 9, l'archipel est devenu une puissance d'un rang comparable à ceux de la France ou du Royaume-Uni, moyens nucléaires exceptés jusqu'à présent. Des éléments étant donnés ici même par Gavan McCormack et Wada Haruki, nous nous contenterons de souligner quelques points. Bien que le budget de la défense ne représente qu'environ 1 % du PIB, les commandes sont très régulières qui renouvellent régulièrement les matériels. Ainsi, les destroyers de la classe *Kongo* sont équipés du système Aegis qui permet de traiter deux cents cibles à la fois. Une industrie nationale des armements a été reconstituée, qui ne forme pas un complexe militaro-industriel mais pourrait aisément prendre de l'ampleur grâce aux capacités productives et aux innovations technologiques de l'archipel (électronique embarquée, nouveaux matériaux, vernis notamment), dès lors que les interdictions sur les exportations d'armes seraient levées. Ils le sont de facto avec l'approfondissement de la coopération militaire nippo-américaine, qui porte aujourd'hui sur la construction d'un système anti-missiles de théâtre. Alors que la doctrine officielle a longtemps participé de la « stratégie du hérisson », il s'agit désormais de doter l'archipel d'une plus grande autonomie (lancement de satellites espions couvrant l'Asie du Nord-Est) et de capacités de projection : avions gros porteurs, ravitaillement en vol des chasseurs-bombardiers, lancement de destroyers porte-hélicoptères qui embarquent en fait des appareils

¹¹ La bibliographie est abondante. On se reportera notamment à *The future of America's Alliances in Northeast Asia*, sous la direction de Michael Armacost et Daniel Okimoto (Stanford, 2004), à *Confronting the Bush Doctrine, Critical views from the Asia-Pacific*, sous la direction de Mel Gurtov et Peter Van Ness (Routledge-Curzon, 2005), à Jean-Marie Bouissou : « Japon, sortie de crise(s) ? » in *Asie* (édition 2004-2005, *La Documentation française*) et aux diverses publications de Christine Serra.

à décollage vertical. Les « faucons » japonais envisagent des actions préventives contre la Corée du Nord. Le pays pourrait se doter en deux ans d'une force de frappe nucléaire et tend à utiliser cette capacité latente comme instrument de dissuasion, cependant qu'aux États-Unis, des personnalités – le sénateur John McCain, l'idéologue néo-conservateur Charles Krauthammer entre autres – se sont prononcées en faveur d'une nucléarisation du Japon et on sait qu'en la matière aussi, l'administration Bush distingue les bons (l'Inde, voire le Pakistan) des méchants (l'Iran, la RPD de Corée).

Le « retour du politique »

La deuxième tendance est de nature interne et il serait erroné de croire que les dirigeants japonais se sont simplement pliés aux pressions ou aux injonctions des États-Unis. On ne peut comprendre cette évolution qu'en la replaçant dans la trajectoire d'ensemble.

Le premier élément à prendre en compte est l'effritement des positions du Parti libéral-démocrate qui, depuis les années 1970, a été ramené progressivement à environ un tiers des suffrages exprimés, effritement que l'on peut expliquer par les mutations de la société nippone. La concentration de la population dans la mégalopole et la diversification sociale ont affaibli les liens de clientèle et gonflé ce que l'on appelle l'« électorat flottant », c'est-à-dire non engagé dans des alignements et autres obligations. En deuxième lieu, l'endettement croissant des pouvoirs publics sur le plan national comme sur le plan local, suivi de l'épuisement de la politique de développement des infrastructures – on sait par exemple que les îles du Kyushu et de Hokkaido ont été reliées à l'île principale de Honshu par des tunnels sous-marins et que l'île de Shikoku l'est par trois systèmes de ponts (un pour trois des quatre préfectures) très impressionnants et excessivement coûteux –, tendent à réduire les possibilités d'arrosage systématique des circonscriptions. Le vieillissement très rapide de la population fait par ailleurs surgir des séries de problèmes nouveaux, qui pourraient affecter les compromis sociétaux. Dit brutalement, il devenait de plus en plus difficile de maintenir tel quel l'holisme japonais et il fallait, en conséquence, repenser le mode d'action du parti-État comme le processus de détermination des décisions politiques. C'était là le projet de politiciens conservateurs tels Ozawa Ichiro et son mentor, le *don* Kanemaru Shin. Sous le mot d'ordre de réforme, le Japon devait devenir un pays « normal », sur le plan international, comme cela a été vu, et sur le plan de la politique intérieure. Certes, le système électoral et la répartition des sièges permettaient au

PLD de rester majoritaire en termes de sièges, mais la ficelle était trop grosse pour pouvoir tenir indéfiniment.

Une troisième donnée rendait possible ce renouvellement. Non seulement le « système de 1995 » opposait un parti hégémonique à la « moitié » d'un autre parti, mais encore les antagonismes avaient perdu de leur vigueur. De fait, une sorte de co-gestion économique et sociale avait été établie entre les forces conservatrices et le PSJ – elle s'étendait bien évidemment aux forces dites centristes du Parti démocrate-socialiste et du Komeitô –, transcription politique de l'intégration des syndicats à la gestion des entreprises. C'est la raison fondamentale pour laquelle les perspectives d'union de la gauche sur un programme commun de gouvernement ont échoué, bien que les riches expériences municipales des années 1970 les eussent rendues crédibles pendant un temps. D'ailleurs, le Sohyo et la Churitsu roren qui soutenaient le PSJ optèrent pour une « unification du front syndical » avec la Domei et les autres centrales ultra réformistes, ligne qui aboutit à la constitution, en 1988-1989, de la Confédération japonaise des syndicats ou Rengô. Les fédérations du secteur public étaient très réticentes mais leurs moyens d'action étaient limités par l'interdiction de faire grève qui les frappait et le furent davantage encore lorsque la privatisation des chemins de fer détruisit les syndicats de cheminots¹². Ayant perdu toute velléité de lutte sur le terrain revendicatif, il s'agissait avec l'unification de constituer un lobby susceptible de peser davantage à l'échelle nationale, dans les limites du système. Dernière donnée, la fin de la guerre froide abolissait le clivage portant sur les questions internationales et, comme indiqué plus haut, le PSJ a accepté de liquider ses positions de principe pour diriger brièvement une coalition contre nature. Ce reniement fut sanctionné par ses électeurs et le réduisit au statut de parti croupion.

Les conditions étaient réunies pour entreprendre la recomposition des forces politiques. Deux mesures devaient la conforter. L'adoption d'un nouveau mode de scrutin – de circonscription simple à un tour, sur le mode britannique, pour 300 sièges, que ne compensait pas l'élection à la proportionnelle

¹² Les syndicats hostiles à la fusion se joignirent alors à la conférence syndicale pour le front uni (Toitsu rosokon), proche des communistes, pour former la Zenrôren ou confédération nationale des syndicats. Mais le rapport des forces numériques reste très déséquilibré entre elle et la Rengô.

des 180 autres députés – devait instaurer un bipartisme de type nouveau, plus proche du modèle américain que du système de 1955. La loi sur le financement public des formations politiques n'affaiblissait en rien le PLD, mais était censée mettre fin au factionnalisme qui le caractérisait puisque les fonds électoraux seraient désormais répartis par le secrétariat général et non plus par les chefs des factions. Le processus s'est cependant révélé plus complexe que prévu par ses initiateurs, entre autres raisons parce qu'il était difficile de refondre une structure aussi cohésive que le système japonais et des pratiques aussi fortement enracinées que celles de son monde politique. Pendant une dizaine d'années, l'archipel a connu une grande instabilité politique, avec des retournements de situation et des renversements d'alliances à répétition, l'apparition de formations politiques tels des champignons après la pluie, et leur disparition aussi rapide, des fusions suivies de scissions, à moins que ce ne fût l'inverse. Il serait vain de vouloir en suivre les épisodes et il suffira de dire que, sans préjuger de l'avenir, une certaine stabilisation n'est venue qu'avec 1. l'accession inattendue de Koizumi Junichiro aux fonctions de Premier ministre, en 2001 ; 2. son maintien au pouvoir depuis cette date, longévité qui ne s'était pas vue en quinze ans, et 3. l'absorption en septembre 2003 du Parti libéral d'Ozawa Ichiro par le Parti démocrate, ce qui faisait de cette formation un rival potentiel du PLD.

A vrai dire, les deux partis conservent leur hétérogénéité, le PDJ agglomérant des conservateurs en rupture de ban, les démocrates-sociaux d'antan, des groupes entiers de l'ancien Parti socialiste, des représentants directs de la Rengô, des politiciens « instantanés » formés à l'« université » Matsushita et des représentants de la « société civile » nantie, cependant que les factions du PLD n'ont pas disparu, quand bien même Koizumi est parvenu (durablement ?) à les domestiquer, et que des styles contrastés subsistent en leur sein. Tous deux font cependant assaut de modernisme et rivalisent autour du mot d'ordre de réforme, comme on l'a vu lors des élections législatives de septembre 2005. Parlementaire conservateur de la troisième génération et à la déjà longue carrière personnelle, Koizumi a cependant su offrir l'image et le discours soigneusement construits d'un briseur de tabous, déterminé à imposer le changement, s'il le fallait en passant sur le corps du parti qu'il préside. Il est ainsi parvenu à pêcher des deux mains, celle expérimentée de la mobilisation des clientèles et celle, plus inattendue, qui consiste à flatter l'électorat flottant et supposé branché des mégapoles.

Le coup de force de Koizumi

Nul ne doute qu'un « retour au politique » s'impose ou, plus exactement, qu'il est nécessaire de faire de la politique autrement, en finir avec les maquignonnages, les combines, le clientélisme, la corruption systémique, conditions politiques pour briser la trinité d'airain et les triangles d'acier qui la sous-tendent. Réformer l'État et desserrer l'emprise des *zaikai* constituent les autres volets de la refondation du *xxi*^e siècle. Plusieurs voies sont envisageables et la question fondamentale est de savoir si les termes de l'alternative parviendront à se dégager ou si, comme cela s'est produit dans le passé, l'initiative restera aux mains des groupes dirigeants et la « réforme » conduite par en haut. Ainsi, au nom de la société civile et sous le mot d'ordre *kan kara min e* (« du public au privé »), les tendances réformatrices du PLD prônent le « moins d'État », un désengagement de la puissance publique sur le plan social, la délégation de ses responsabilités à des ONG et des associations à but non lucratif (NPO), aux vocations caritative, humanitaire et *tutti quanti*, ainsi qu'à des collectivités locales, déjà très endettées, dont les moyens financiers ne seraient pas accrus en proportion. On resterait loin d'un mouvement citoyen dont des linéaments existent cependant dans le pays, mais qui se heurtent au cynisme, à la passivité, aux stratégies personnelles d'évitement, de contournement et de marronnage, comportements engendrés par l'expérience historique.

C'est dans cette problématique qu'il nous paraît indispensable de replacer la popularité dont continue à jouir Koizumi et le triomphe qu'il a remporté lors des élections anticipées du 11 septembre 2005. Il est assez fréquent pour les hiérarques du PLD de dissoudre abruptement la Chambre des représentants – la Chambre des conseillers ou sénat ne peut l'être de par la constitution – afin de faire monter les enchères et de mobiliser l'électorat flottant et/ou abstentionniste. Cette fois-ci, Koizumi a pris pour prétexte le rejet par la Chambre haute de son projet de privatisation de la Poste pour dissoudre la Chambre basse, décision dont la constitutionnalité n'est pas certaine. Il est vrai qu'il avait fait de cette privatisation son cheval de bataille depuis une quinzaine d'années et, bien que les sondages eussent confirmé que le sujet (2 % des personnes interrogées par le quotidien *Asahi*) venait bien après les retraites et la protection sociale (52 %), l'emploi et l'économie (28 %) ou les affaires étrangères et la défense (9 %), dans les préoccupations de l'électorat, le Premier ministre parvint à placer la question au centre de la consultation, prenant à contre-pied le Parti démocrate dont les réticences ne portaient

que sur les dispositions du projet et non sur son principe, et partant en guerre contre ceux des élus conservateurs qui avaient émis un vote hostile. Le choix était entre le mouvement et l'inertie, la détermination et la vieille politique, l'avenir et le passé ¹³.

On a voulu voir dans les résultats de cette consultation un tournant historique, la victoire d'une ligne, l'acte fondateur de la nouvelle refondation. Les choses nous paraissent beaucoup plus complexes, car l'analyse s'est trop souvent réduite à la répartition des sièges. Il est exact que le PLD, expurgé de ses « rebelles », en a gagné 59, passant ainsi à 296 sur 480, soit 62 % du total, mais avec 29 % des inscrits et 38 % des suffrages exprimés. Cette dissymétrie est due au scrutin uninominal de circonscription à un tour et au découpage, qui favorisent l'un et l'autre le PLD, à l'apport des voix du Komeitô dans les circonscriptions où il ne présentait pas de candidats, ainsi qu'à l'absence d'accord électoral entre partis d'opposition, accord impossible à trouver d'ailleurs puisque le Parti démocrate soutenait le principe de la privatisation et que socialistes comme communistes s'y opposaient. Avec une baisse de 1 % seulement des votes recueillis au scrutin uninominal (de 37 à 36 %), le PDJ est passé de 35 à 17 sièges, avec de lourdes pertes dans les mégapoles où il réalisait ses meilleurs résultats. Quant au

¹³ Le projet, qui a été adopté à la suite du triomphe électoral de septembre 2005, s'inspire dans ses modalités de la privatisation des chemins de fer nationaux. La Poste sera découpée en quatre unités autonomes, placées sous l'autorité d'une holding, dont la privatisation s'étendra sur une dizaine d'années, sans d'ailleurs que l'on sache exactement comment : le service du courrier, le réseau des 25 000 régies postales qui jouent un rôle éminent de service public dans les préfectures semi-rurales, les zones et îles isolées, où vit un bon tiers de la population, l'assurance-vie et l'épargne. Avec 3 000 milliards de dollars de dépôts, la Poste japonaise est la plus grande banque au monde. Ces fonds sont aujourd'hui médiocrement rémunérés (1 %) mais ces placements sont bien plus sûrs que ceux effectués auprès des banques, comme trop de Japonais en ont eu la cruelle expérience à la suite de l'éclatement des bulles. C'est avec cette manne que l'État japonais s'est massivement endetté depuis les années 1970, pour financer le bétonnage systématique de l'archipel à travers le budget d'investissements ou deuxième budget dont les crédits ne sont pas soumis à l'approbation de la Diète nationale. Il est indéniable que nous sommes là au cœur de la trinité d'airain et qu'un autre usage de l'épargne des ménages s'avère urgent. Mais la privatisation répond aux vœux des banques nippones et s'inscrit dans la mondialisation financière, comme le prouve l'insistance avec laquelle les États-Unis la demandaient.

scrutin proportionnel, plus significatif des mouvements de l'électorat, il confirme que l'écart entre le PLD et le PDJ n'a pas été creusé, mais indique aussi une remontée du PCJ et du PSJ en pourcentage, sinon en nombre de sièges. Faut-il y voir l'indication qu'un espace s'est ouvert pour la gauche, au-delà du choix entre le « riz au curry » du PLD et le « curry au riz » du PDJ, variante nippone du « blanc bonnet et bonnet blanc » ? ¹⁴.

Résultats des élections législatives du 11 septembre 2005

Parti	Scrutin de circonscription	Scrutin à la proportionnelle			Total	Sièges +/-
	Sièges	Sièges	Votes*	% des votes		
PLD	219	77	25,9	38,2	296	+59
PDJ	52	61	21	31	113	-64
Komeitô	8	23	9	13,3	31	-3
PCJ	0	9	4,9	7,3	9	0
PSDJ	1	6	3,7	5,5	7	+1
NPP	2	2	1,2	1,7	4	+4
NPJ	0	1	1,6	2,4	1	+1
Shimtô Daichi	0	1	0,4	0,6	1	+1
Autres	18		-	-	18	+1
Total	300	180	67,8	100	480	-

* En millions

[Les circonscriptions ont été découpées à l'intérieur des préfectures, alors que le scrutin à la proportionnelle se fait à l'échelle de « régions ». Le PSJ se dénomme maintenant Parti social-démocrate du Japon. Le NPP (Nouveau parti du peuple), le NPJ (Nouveau parti du Japon) et le Shimtô Daichi (Nouveau parti N°1) ont été formés à l'improvvisu par des « rebelles » exclus du PLD. L'implantation locale de ces derniers explique le nombre de sièges obtenus. Les « autres » sont des indépendants dont certains étaient cette fois-ci des « rebelles ». En tout, hors PCJ et PSDJ, 18 opposants à la privatisation de la Poste ont été élus. Comme le recherchait Koizumi, la dramatisation du scrutin a légèrement accru le taux de participation, qui s'est établi à 77,7 % des inscrits]

¹⁴ Cf. Gavan McCormack : « Koizumi's coup », *The New Left review*, n° 35, septembre-octobre 2005, pp. 5-16.

Vers un système de 2005 ?

Selon certains commentateurs japonais, le scrutin aurait fait apparaître un nouvel alignement des forces politiques, un « système de 2005 » (*gonen taisei*) qui se serait substitué au « système de 1955 ». Si l'on ne peut douter de la disparition de celui-ci, il n'est pas certain que celui-là soit établi de façon durable. La popularité de Koizumi, son style, la maîtrise des images et des formules dont il a su faire montre ont joué dans la victoire, alors que, sous son prédécesseur immédiat, Mori Yoshiro, le PLD avait atteint son nadir. Or, Koizumi Junichiro a annoncé qu'il abandonnerait la présidence du PLD, et ipso facto les fonctions de Premier ministre, en septembre 2006. Les deux grandes formations restent hétérogènes et on ne peut exclure que la gauche ne parvienne à amplifier son redressement, si bien qu'un nouveau bipartisme n'offrant guère plus de choix qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, s'il est recherché par le « bloc historique », ne peut être considéré comme certain. On voit cependant se confirmer deux courants à droite, un courant désireux de préserver autant que faire se peut l'holisme japonais face à la mondialisation et à la différenciation de la société nippone, et un courant néo-libéral dont Koizumi et plusieurs des candidats à sa succession sont représentatifs ¹⁵.

Les enjeux sont considérables, car le long cycle de modernisation du Japon et de rattrapage de l'Occident ouvert au milieu du XIX^e siècle s'est terminé, l'objectif ayant été largement atteint. Mais cette fin de cycle coïncide avec celle d'une phase historique d'une soixantaine d'années qui s'était ouverte en 1945. Sans le moindre doute possible, le pays est devenu riche, ses réserves et les excédents de ses balances extérieures sont considérables, ses capacités scientifiques, techniques et productives le placent aux premiers rangs de la planète, ses habitants voyagent un peu partout dans le monde, sa culture demeure vibrante et, contrairement à ce qui s'écrit trop souvent, sa curiosité pour l'extérieur ne s'est pas tarie. Mais on ne peut plus

¹⁵ Cf. Bernard Thomann « Retour du libéralisme nippon ? ». Le plus célèbre des rebelles, Kamei Shizuka, a fait campagne sur le thème de la défense des compromis sociaux et sociétaux, ainsi que pour la retenue en matière internationale. A noter qu'il était le chef du groupe parlementaire favorable à l'abolition de la peine capitale. Quant aux « néo-libéraux », les Abe Shinzo, Aso Taro et consorts, il n'est pas prouvé qu'ils soient attachés aux libertés individuelles et collectives.

continuer à parler d'une « grande classe moyenne », car les inégalités, les clivages et les fractures sont désormais vives. Il y a, de manière certes un peu grossière, les « gagnants » (*kachigumi*) et les « perdants » (*makegumi*), ce qui incite à moduler le discours sur la sortie de crise, à moins que celle-ci ne soit concevable qu'en se conformant au modèle anglo-saxon et en acceptant donc l'accentuation des inégalités.

Or, sans que l'on puisse ramener le phénomène à une relation directe de cause à effet, la fracturation en cours – elle devient également perceptible dans l'espace urbain au sens où la « cohabitation », qui caractérisait naguère encore les « villages urbains » constitutifs des grandes villes, tend à s'effacer devant une zonation sociale entre quartiers et districts – s'accompagne d'un regain du nationalisme ou de l'affirmation d'un néo-nationalisme préoccupant. Celui-ci s'incarne dans des politiciens comme le gouverneur de Tokyo, Ishihara Shintaro, volontiers provocateur, chauvin et raciste, mais aussi dans le courant « réformateur » du PLD et chez certains dirigeants du Parti démocrate. Le Japon « normal » qu'ils appellent de leurs vœux doit non seulement chercher à se doter de tous les moyens de la puissance, mais aussi solder les comptes du passé et cultiver sa singularité unique. Il n'y a pas et ne peut y avoir de retour au « militarisme » de la première moitié du ^{xx}e siècle, mais on trouvera la traduction de cette évolution dans le rétablissement progressif de « traditions inventées » sous Meiji ¹⁶, avant que de devenir emblématiques de l'idéologie impériale, dans le projet de réforme de la loi fondamentale sur l'éducation dont l'un des objectifs est la formation patriotique de la jeunesse et, à terme, dans la réforme constitutionnelle visant notamment l'article 9.

Des controverses internationales sont nées de l'accentuation de cette tendance au cours de la décennie écoulée et, plus récemment, sous l'impulsion personnelle de Koizumi. On veut parler de l'autorisation de manuels d'histoire effaçant les responsabilités et les crimes du Japon pendant la « guerre de quinze ans » et des visites officielles répétées au sanctuaire

¹⁶ Il s'agit notamment du comput en ères impériales, du rétablissement comme jour férié du 11 février, date inventée de la « fondation de l'État » en 660 avant l'ère chrétienne, de l'obligation faite aux écoliers de chanter l'hymne impérial ou Kimigayo composé en 1880 et de s'incliner devant le « Hi-no maru », présenté à tort comme le drapeau de la nation.

Yasukuni ¹⁷. Celui-ci a été édifié en 1869 pour honorer tous les personnes mortes pendant les affrontements associés à la « restauration » de Meiji et apparaissait comme une entreprise de conciliation. Il prend en 1879 son nom actuel de « sanctuaire pour l'établissement de la paix dans l'empire » et accueille les esprits de tous les soldats morts au service du *Tennô*. Géré par les forces armées, il devint rapidement le sommet du shintoïsme d'État et le symbole du militarisme japonais, puis le haut lieu du fascisme impérial. Les mânes des criminels de guerre de classe A condamnés à mort par le tribunal international de Tokyo y sont également honorés et un musée distinct, construit sur son emprise, retrace l'histoire militaire du Japon d'une façon qui a ébranlé même le présent ambassadeur des États-Unis. Les visites ouvertement provocatrices de Koizumi et de nombre de ses ministres entrent en violation directe des dispositions constitutionnelles (article 20 alinéa 3 et article 89) séparant l'État des Églises, elles sont de toute évidence autant d'encouragements au « fondamentalisme » dont traite ici même Otomo Ryû, pas proprement religieux mais teinté de religiosité, racialisé et codé, qui est une version à peine recyclée du *kokutai*. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ces actes négationnistes aient provoqué des manifestations monstres en Corée du Sud ou en Chine, ou l'opposition de ces pays à l'élévation du Japon au statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

Tout se passe comme si ces réactions, prévisibles et légitimes quant au fond, ont été recherchées afin de mieux convaincre l'opinion japonaise qu'elle était la victime d'un complot international, les théories du complot étant la chose la mieux partagée de la tradition nipponne. Il est vrai que les relations officielles établies avec la Chine et avec la Corée du Sud en ont

¹⁷ Les manuels scolaires doivent être agréés par le ministère de l'Éducation nationale, quelle que soit la discipline. Des modifications sont en général exigées et des ouvrages peuvent être refusés. Une fois validé par le ministère, le manuel doit être retenu par un ou plusieurs comités locaux de l'éducation pour être diffusé parmi les élèves. Quand bien même l'ouvrage incriminé n'a pas été adopté par un nombre significatif de ces comités, le simple fait qu'il a été autorisé pose un problème de fond à l'ensemble des citoyens japonais et provoque une indignation compréhensible dans les pays ayant souffert de la colonisation et de l'expansionnisme nippons. Contrairement à ce qu'assurent les néo-nationalistes, il ne s'agit pas là d'une simple question de politique intérieure.

souffert, que la diplomatie nippone en est désormais entravée, ce qui commence à inquiéter des forces conservatrices – par exemple le puissant groupe de presse *Yomiuri* et nombre de *zaikai* –, voire les japonologues américains. Toutefois, la victimisation a été un des instruments privilégiés du fascisme impérial pendant la « guerre de quinze ans » et a tout légitimé. Sur un tout autre registre, il en va de même avec la question de la chasse à la baleine. Il a été décrété, en dépit des faits historiques, que celle-ci participait de la définition de l'« Être japonais » et de l'essence nippone la plus quotidienne, qu'en imposant l'interdiction de cette chasse, les civilisations dominantes, par ailleurs grosses consommatrices de viandes bovines (et en vérité, grandes exterminatrices de cétacés dans un passé récent), violentaient l'« Être national », la protection des espèces menacées ne pouvant en l'occurrence qu'être un argument biaisé.

Le gâchis est manifeste, mais la démarche trouve sa place dans la « grande stratégie » américaine ou, en tout cas, dans la « doctrine Bush le Jeune », et peut ainsi se poursuivre. Sans qu'on puisse parler d'un mouvement ni d'un soutien de masse, il suffit d'intimider les forces de résistance par la mobilisation de groupes organisés, quand bien même ils restent minoritaires, pour conserver et étendre l'emprise idéologique. Les tensions sociales, les inquiétudes des couches moyennes à l'intérieur du pays, l'exemple donné par l'« hyper-puissance » à l'échelle internationale contribuent à la constitution d'un terreau favorable.

